

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2354 - VENDREDI 10 JUILLET 2015

Décentralisation

Les obstacles au découpage persistent



Le centre d'affaires à Lubumbashi

La grande inconnue du moment, c'est de savoir si les vingt-six nouvelles provinces en gestation réunissent les conditions administratives, financières et matérielles requises pour fonctionner comme entités territoriales décentralisées. Une certaine opinion pense que le pays ne réunit pas les moyens financiers requis pour se payer le luxe d'assurer

le passage de onze à vingt-six provinces tout mettant en garde contre un découpage précipité pouvant contenir des germes de conflictualité difficiles à gérer. Déjà laborieux dans sa mise en œuvre, le découpage requiert d'importants fonds, étant entendu que l'État devra, sur base de la nouvelle cartographie, installer 1.041 entités territoriales

décentralisées et pourvoir à un minimum de 18.168 postes pour 26 provinces, 20 villes, 97 communes, 161 cités, 476 secteurs et 261 chefferies. Certaines langues prédisent déjà l'échec de ce projet dont la conséquence fâcheuse serait inéluctablement le glissement du calendrier électoral.

Page 12



Siège de la fonction publique à Kinshasa

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Soixante lauréats de la première promotion de l'ENA prêts à servir l'État

Le processus de réforme et de modernisation de l'Administration publique est bel et bien en marche. En témoigne, la mise sur le marché de soixante nouvelles unités issues de l'École nationale d'administration (ENA), baptisée « Promotion Patrice-Emery Lumumba ».

Ces lauréats ont été officiellement présentés le mercredi 7 juillet au Fleuve Congo hôtel au cours d'une séance académique qui consacre leur intégration dans le corps des administrateurs civils en RDC. À travers ces jeunes cadres formés, comme l'a indiqué le ministre de la Fonction publique, Jean-Claude Kibala, le gouvernement vise à apporter un début de solution au problème récurrent du vieillissement du personnel de l'État. L'intégration de ces nouvelles unités contribuera à renforcer l'administration publique en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi évaluation des politiques publiques.

Page 13

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Orange lance son challenge développeurs et l'API SMS en Afrique

Le challenge développeurs, lancé le jeudi 2 juillet dernier, vise à soutenir les startups locales et encourager l'innovation en Afrique et au Moyen-Orient. L'API SMS (Web service SMS) sera présenté au Cameroun, au Congo, en Guinée, au Niger et au Sénégal.

Le challenge Développeurs AMEA Orange 2015, indique-t-on, est ouvert aux start-ups d'Égypte, de Tunisie, de Jordanie, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali, du Niger, du Congo, de Guinée Bissau, de Guinée, du Cameroun et du Botswana.

Marc Rennard, directeur exécutif AMEA du groupe Orange, a déclaré que plus de 100 millions des clients d'Orange se trouvent en Afrique et au Moyen-Orient où l'usage de l'internet mobile et la pénétration des smartphones sont en plein essor. « La région est prête pour l'innovation et nous voulons participer à ce mouvement d'open innovation qui aura une influence significative et grandissante sur la vie des Africains », a-t-il déclaré.

Page 12

JUDO

La Fédération de la RDC exclue par la Fédération internationale

La Fédération internationale de judo (FIJ) a, le 25 juin 2015, temporairement exclu la Fédération nationale congolaise de judo (FÉNacoju) conformément à l'article 11.1 de ses statuts. Telle est la quintessence d'une correspondance du président de l'instance mondiale de cet art martial d'origine japonaise adressée au ministre des Sports, Sama Lukonde Kyenge. Le bicéphalisme ayant élu domicile à la Fénacoju, avec d'un côté Francis Bimwala qui continue de diriger après le renouvellement de son mandat en décembre 2013 et, de l'autre Abibo Lomalisa soutenu par le ministère des Sports, serait à la base de cette décision.

La décision de la FIJ découle des difficultés rencontrées et le manque de réactivités de l'ensemble des parties concernées, et aussi pour éviter l'organisation de deux assemblées générales (une pour adopter les nouveaux statuts et l'autre électorale).

Page 13

ÉDITORIAL

Coup d'envoi

C'est dans quelques jours que sera donné, le coup d'envoi du Dialogue national qu'appelle de ses vœux la majorité des citoyens, mais que récuse toujours une partie de la classe politique congolaise. Et c'est donc bien demain que nous assisterons aux premiers échanges d'idées, de projets, sur le changement de la Constitution qui nous régit depuis 2002.

Faut-il l'avouer, nous sommes, quant à nous, heureux qu'un tel débat s'engage entre les forces vives de la nation congolaise. Pour au moins trois raisons :

° La première tient au fait que le texte fondamental adopté au sortir des guerres civiles de 1997-1998 est manifestement dépassé sur plusieurs plans, qu'il ne peut pas accompagner correctement les mutations en cours dans notre société, qu'il doit par conséquent être changé.

° La deuxième résulte de ce qu'au terme du long et patient effort consenti pour se reconstruire, le Congo, ayant prouvé sa maturité politique, mérite d'être consulté sur l'essentiel, à savoir le mode de gouvernance qui lui conviendra le mieux pour les deux ou trois décennies à venir.

° La troisième est que, si l'on y réfléchit bien, la tenue de ce Dialogue national est la seule voie qui permette demain aux plus hautes autorités de ce pays de s'adresser directement aux citoyens afin de leur demander si oui ou non ils veulent changer de Constitution.

En procédant comme il l'a fait tout au long des derniers mois, Denis Sassou N'Guesso, n'en déplaise à ses détracteurs, a prouvé au monde entier que la démocratie à la congolaise n'est ni un mythe, ni un miroir aux alouettes. Et si le Président François Hollande a reçu, mardi, notre Président comme il l'a fait, c'est bien parce qu'au terme d'une longue période d'observation, il était parvenu à la même conclusion.

Prions pour que les acteurs du Dialogue qui s'engage, demain chez nous, se montrent à la hauteur de la tâche qui leur est confiée.

Les Dépêches de Brazzaville

DIALOGUE NATIONAL SANS EXCLUSIVE

La société civile déplore le radicalisme de certains acteurs politiques

Dans une déclaration datée du 9 juillet à Brazzaville, la Coordination nationale des réseaux et associations de la société civile pour la gouvernance démocratique et électorale (Coraged) s'est félicitée de la convocation du dialogue national par le président de la République, avant de fustiger le comportement de certains politiciens qui voudraient « déchirer le tissu social encore fragile dans le pays ».

A quelques heures de l'ouverture le 11 juillet des travaux de ce dialogue, les acteurs politiques de la majorité présidentielle et de l'opposition ne parlent pas le même langage. La Coraged qui y voit une sorte d'impasse, mieux une menace de déchirement du tissu social encore fragile, rappelle les règles de démocratie. En effet, selon cette plate forme de la société civile, spécialisée sur les thématiques paix, droits de l'homme, gouvernance démocratique et électorale, la démocratie est un ensemble de règles permettant de gérer les contradictions, les conflits, les incompréhensions par le biais du dialogue et de la concertation. Ceci en vue de rechercher soit le compromis, soit le consensus ou toute autre forme d'accord que les parties prenantes tiennent pour légitime. « Mais, force est de constater, qu'une frange des parties prenantes au jeu démocratique, notamment l'opposition radicale rejette cette démarche avec à la clé, une série de conditions rejetées par la partie adverse, ce qui ne crée pas le rapproche-

ment favorisant le consensus tout au moins à ce niveau, sur la démarche », dénoncent ces responsables de la société civile. La plateforme coordonnée par Céphas Germain Ewangui a également déploré le radicalisme des deux camps et a rappelé que la politique se veut être l'art et la science du possible. « Elle se veut également être l'ensemble des moyens mis en œuvre pour conjurer la méfiance, instaurer la confiance en faisant de sorte que tous les acteurs, en dépit des conflits de toute nature, se considèrent comme des partenaires, des adversaires, mais pas des ennemis, afin d'engendrer le développement harmonieux d'un corps social et complexe », poursuit la déclaration.

Ainsi, ces organisations de la société civile ont interpellé l'ensemble de la classe politique congolaise à tout mettre en œuvre pour surmonter les impasses, les blocages et à juguler toutes les formes de risques de fracture sociale. Le but étant de rechercher ensemble, des solutions susceptibles d'aider le Congo à avancer

vers la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit.

« **La démocratie ne se construit pas dans le radicalisme et dans l'extrémisme** »

Circonscrivant le contexte actuel, le coordonnateur national de la Coraged, Céphas Germain Ewangui, a lui aussi, dénoncé les écarts de langage sinon de position entre d'une part la majorité présidentielle et d'autre part l'opposition dite radicale. « Une fois de plus, les organisations de la société civile tiennent à rappeler aux uns et aux autres que la démocratie que nous souhaitons voir se consolider dans notre pays, ne se construit jamais dans le radicalisme, dans l'extrémisme tant de la part des uns que des autres. Il est bien entendu, bien compris que la vie politique si ce n'est qu'elle est faite de confrontation d'idées, confrontation des projets de société, confrontation d'idéologie, confrontation sur telle ou telle option à prendre, mais au-delà, la démocratie apparaît », a-t-il insisté, invitant toutes les parties à fléchir tant soit peu leur position jusque-là rigide pour sauver l'essentiel, car aucune des parties n'a raison dans l'absolu et aucune autre n'a également tort dans l'absolu.

Parfait Wilfried Douniama

Le PAR souhaite que les assises se déroulent à Brazzaville

Dans la vague des réactions à l'annonce du dialogue national sans exclusive par le chef de l'État, le Parti pour l'action de la République MÂ (PAR) s'est dit disposé à participer, « sans condition », à cette rencontre en vue d'envisager « un avenir de paix intégrale et véritable dans le pays ».

Néanmoins, le parti du président Anguio Nganguia Engambé a souhaité que ces assises se déroulent plutôt dans la capitale, Brazzaville, afin de donner plus de chances de succès à son organisa-

tion. « Il serait souhaitable que le dialogue se déroule à Brazzaville pour donner plus de chance de participation à toutes les sensibilités politiques et sociales », a estimé hier son président.

Le PAR suggère un report de la date du dialogue d'au moins deux semaines. Cela, explique ce parti, permettrait de corriger les retards que l'on pouvait encore constater ce vendredi dans l'organisation de ces assises et des énormes défis logistiques à relever.

La Rédaction

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Lopelle Mboussa

Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabozzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oissa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Coordination : Rose-Marie Bouboutou
Rédaction : Rose-Marie Bouboutou, Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-press et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DIALOGUE NATIONALE SANS INCLUSIF

Denis Sassou N'Guesso invite « tous les acteurs politiques et sociaux à des discussions ouvertes et libres »

Rentré le 09 juillet de Paris, où il a séjourné pendant 72 heures pour une visite de travail, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, est revenu largement au cours d'une interview sur la question qui défraie la chronique, le dialogue national qui s'ouvre dans quelques jours.

Les Dépêches de Brazzaville : Monsieur le président, vous rentrez d'un séjour de travail à Paris. À l'issue des entretiens que vous avez eus avec les hautes autorités françaises, comment appréciez-vous l'état des relations entre le Congo et la France ? Entre Paris et le Congo, peut-on parler du dégel, car on a beaucoup spéculé sur les relations entre les deux pays ?

Denis Sassou N'Guesso : On ne peut pas parler de dégel comme s'il y avait le froid, la neige et la glace partout. Entre la France et le

Congo, il ne s'est pas produit d'événements majeurs ayant porté atteinte aux relations entre les deux pays. Voilà pourquoi, avec les autorités françaises, nous avons fait le point de ces relations et nous avons constaté qu'elles se portent bien, malgré les apparences. Elles se portent bien sur tous les plans (politique, diplomatique, économique et culturel). De grandes sociétés françaises opèrent au Congo. Sur le plan judiciaire, il y avait quelques accros qui méritaient d'être regardés et corrigés. Cela arrive dans les relations entre les États. Là où elles se portaient moins bien, nous avons les moyens d'apporter les corrections.

L.D.B : lors de votre séjour, vous avez eu à expliquer l'intérêt du dialogue national. Quelle a été leur appréciation ? Et quel est votre message à l'endroit de ceux qui pensent que durant ce dialogue, la question portant sur l'avenir des institutions ne devait pas

être abordée, rien seule la question sur la gouvernance électorale doit être mise sur la table ?

D.S.N'G : Les autorités françaises sont nos partenaires. À l'occasion de ce genre de rencontre, nous nous échangeons des informations sur la situation dans nos pays. Naturellement j'ai donné des informations sur le processus démocratique. Ces informations ont été bien reçues par nos partenaires. Je crois que c'est une démarche pédagogique, démocratique et ouverte. Il s'agit de la démocratie. Il faut donner au peuple la possibilité de s'approprier son propre processus de développement. Voilà pourquoi ce dialogue inclusif est ouvert. Je ne vois pas comment on peut refuser à un peuple le droit de s'interroger sur sa propre vie, sur ses institutions et sur leur avenir.

Au niveau des observateurs en général, c'est une démarche qui est appréciée parce qu'elle est ouverte à tout le monde et n'exclut personne. Ceux qui choisissent les sujets sont libres de penser ainsi, mais on n'a jamais vu un peuple qui refuse le fait qu'on lui donne l'exercice de son propre pouvoir. Je demande au peuple de participer activement à ce débat parce qu'il s'agit de son histoire. J'invite tous les acteurs politiques et sociaux à ces discussions ouvertes et libres.

L.D.B : outre les questions bilatérales, vous avez évoqué avec votre homologue François Hollande, la question du processus de normalisation en République Centrafricaine. Quel regard avez-vous jeté sur les prochaines élections dans ce pays ?

D.S.N'G : Les autorités françaises sont informées des efforts que nous avons toujours déployés autour de cette question. Elles n'ignorent pas qu'à un certain moment, surtout avant RIO +20, le Congo avait été désigné comme porte-parole de l'Afrique à cette grande rencontre. Et que nous avons toujours été présents au débat depuis Copenhague.

Nous accordons une grande importance à cette question sur l'environnement, d'où le grand programme de reboisement que nous avons décidé d'engager dans le pays. Par exemple les efforts que nous déployons avec d'autres dirigeants de cette sous-région pour préserver les forêts du bassin du Congo avec ses 220 millions d'hectares. Les autorités françaises savent que nous allons prendre une part active à ce débat et nous insistons sur le fait que les pays africains et d'autres du tiers monde qui subissent lourdement les contre coups du changement climatique, sont en droit d'attendre

des grands pays industrialisés, principaux pollueurs des actions concrètes.

Nous insisterons pour que les autres partenaires portent à l'Afrique ce qui est attendu. Dans le cas présent, nous travaillons avec les autorités françaises et les autres partenaires européens autour du thème, « l'énergie pour l'Afrique ». Nous allons demander à la communauté internationale d'aider l'Afrique à avoir l'électricité, avec le slogan, l'électricité pour l'Afrique.

L.D.B : Dans moins de deux mois le Congo organisera les Jeux africains. Le pays est-t-il prêt ? Quel message avez-vous à donner à tous les Congolais qui s'intéressent à ces jeux ?

D.S.N'G : Aujourd'hui, l'Afrique nous fait l'honneur de recevoir les 11ème Jeux, cinquante ans après. Sur ce, le peuple congolais devrait être fier de cet honneur et se mobiliser pour assurer le succès des jeux comme leurs anciens, il y a cinquante ans. Actuellement, il y a un effort qui a été fait dans la réalisation des infrastructures, mais cela ne suffit pas, il faut aussi des hommes. Le Congo est ouvert à tout le monde.

Propos recueillis par Yvette Reine Nzaba

TRIBUNE

Pour la promotion de l'esprit de concorde nationale au Congo

Le 30 juin 2015, le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a annoncé, par un message à la nation diffusé sur la radio et à la télévision congolaise, la tenue du 11 au 15 juillet d'un dialogue national sans exclusive.

Ce dialogue, qui se veut « sans préalable et sans a priori », trouve son origine dans le souci de définir un cadre commun susceptible d'assurer la concorde et l'entente entre l'ensemble des partis, des associations et des individus membres de la communauté nationale congolaise. Il s'agit de trouver et d'acter un « indispensable consensus sur les questions à l'origine de profonds désaccords au sein de l'opinion nationale ».

Ce dialogue national constitue un temps fort dans la vie politique du Congo et il faudrait être aveugle ou sourd aux grands frémissements de l'histoire pour en nier l'importance. Nous avons la chance de vivre dans un pays qui, depuis près de 15 ans, n'a plus connu la guerre ni la violence atomique des révolutions. C'est là un bien inestimable qu'il nous faut préserver. La paix et la concorde civile sont des biens éminents mais fragiles que la haine et la calomnie – parfois même une simple rumeur – peuvent affaiblir et parfois détruire.

N'oublions pas que le Congo a trop souvent, depuis la proclamation d'indépendance, été traversé par de tensions internes promptes à se muer en émeutes violentes. Conservons l'équilibre précieux trouvé depuis 15 ans.

En matière politique, on peut toujours rêver mieux, projeter pour son pays un avenir plus radieux. Mais il faut se méfier du chant des sirènes qui mène irrémédiablement au gouffre. C'est la raison pour laquelle il importe que les Congolais entrent dans cette démarche de dialogue national, seule à même de déterminer ce que pourra être le cadre commun de notre futur vivre-ensemble. En agissant ainsi, nous ne faisons pas exception : du Caire au Cap, de Dakar à Djibouti – pour ne parler que de l'Afrique -, nombreux autour de nous sont les pays qui sont entrés dans une démarche analogue.

C'est au vu de ces exemples que nous-autres Congolais devons agir, en gardant à l'esprit que la paix, l'unité nationale et la liberté individuelle sont des valeurs sans lesquelles les autres biens – égalité, justice, solidarité – ne sauraient à leur tour être atteints et préservés.

En politique comme en théologie, il convient de ne pas être prisonnier de la lettre : « La lettre tue, mais l'esprit vivifie ». Seuls les pharisiens veulent l'application systématique des textes révélés, oubliant que « la loi est faite pour l'homme et non l'homme pour la loi ». Il ne faudrait pas, sous prétexte de respect formel des règles institutionnelles, qu'un nouveau pharisaïsme entrave la marche en avant du Congo.

Nous voulons pour le Congo la paix et l'ordre en même temps que la liberté et la fraternité. Congolais de tous horizons et de toutes origines, n'ayez pas peur ! Entrez dans le dialogue national auquel nous vous invitons tous à participer et contribuer activement à la promotion des idéaux de liberté, de solidarité, de fraternité et de progrès qui constituent le socle et le fondement de notre histoire.

William Bongho

Président de Synergies et Développement de l'Afrique -SDA-

DÉBAT SUR LA CONSTITUTION

L'OFC lance la campagne en vue de son changement



Les participantes

L'Organisation des femmes du Congo (OFC) a annoncé, le 9 juillet à Brazzaville, le lancement de la campagne pour le changement de la constitution du 20 janvier 2002.

Après examen de la loi fondamentale, cette organisation féminine affiliée au Parti congolais du travail (PCT), a déclaré que celle-ci a montré ses limites. Ainsi, elles ont reconnu la nécessité de changer cette loi fondamentale, suivant les orientations du parti. Au cours de cette rencontre, elles ont évoqué : le problème sur l'égalité homme-femme, dans les instances de prise de décision ; la limitation d'âge ; les injustices

sociales et autres. Soutenant le président de la République pour une nouvelle loi, les femmes de l'OFC récusent l'ingérence. Aussi, pour mener cette campagne dans tous les quartiers de la ville capitale, toutes les femmes présentent à cette manifestation ont reçu copie de la constitution du 20 janvier 2002 pour servir de relai. « Il faut toujours tenir compte du contexte. Simplement pour dire que la constitution a vécu, il faut aujourd'hui faire l'évaluation. Voilà pourquoi nous demandons à notre base de se mobiliser, de regarder afin que nous apportons les changements nécessaires », a déclaré la secré-

taire exécutive de l'OFC, Jeanne Dambendzet. Et de conclure : « Dans la constitution, les droits de la mère et de l'enfant sont garantis. Il y a beaucoup de choses qui manquent dans cette constitution et il y a nécessité après exercice de celle-ci, de l'évaluer. Le président a eu l'intelligence de dire allons au changement, mais en passant par le dialogue parce que c'est le fondement même de notre société et de notre culture. Il est important de faire en sorte que les Congolais échangent pour trouver un consensus afin que le pays ne brûle pas. Il faut se parler et convaincre les autres par la force de l'argument »

Josiane Mambou Loukoula

SANTÉ

Les distributeurs des produits Haoqi reçoivent des prix

La société Haoqi Biotech s'est installée au Congo depuis un an. Le 4 juillet, elle a organisé une cérémonie à la préfecture de Brazzaville. Plus de cinquante distributeurs de ses produits ont reçu des appareils électroménagers, numériques et mêmes des voitures.

la malnutrition. Tandis que les fortifiants renforcent. Les produits H 14 contribuent à l'aération des nerfs, les

L'objectif derrière ce geste, étant d'encourager les agents pour le travail fourni durant toute une année au Congo. Peu avant la remise des prix, les responsables de la société Haoqi ont organisé un tirage au sort avec les invités. Les lauréats de ce tirage ont gagné des appareils photo numériques. Ceux-ci ont, en effet, été récompensés selon les classes ou le niveau de chacun. Ce qui donne : des tablettes numériques pour la quatrième classe ; des ordinateurs portables pour la cinquième alors que la sixième classe a reçu des motos, congélateurs et un téléviseur plasma. Pour ce qui est des distributeurs de la septième catégorie dont le prix dépendait de la volonté de chacun, trois ont reçu un chèque de cinq millions FCFA et deux autres ont gagné des voitures. Dans la huitième classe, on retrouvait le leader Léandre Milandou qui a bénéficié

cié d'une voiture de luxe, la marque Hummer. Une première dans l'histoire du marketing de réseau au Congo, ont commenté certains invités. À propos des allocutions, on citera d'abord celle du président directeur général de la société, M.Wù, projeté sur écran. Il est revenu sur l'historique de la société avec un mot sur l'activité du jour : la remise des prix. Plusieurs autres responsables dont les leaders Cheralin Miantama et Simon Pierre Mabilia sont aussi intervenus sur des volets différents. Le leader Cheralain a présenté la société Haoqi expliquant que l'adhésion est subordonnée au versement d'un montant de 13.250 FCFA. Le distributeur achètera les produits à un coût global de 106.000 FCFA, soit un chiffre d'affaire estimé à 22% pour être classé au troisième niveau. Le leader Mabilia a axé son intervention sur la population qui, selon lui, consomme actuellement une alimenta-



tion hybride. Les produits de la société sont des compléments alimentaires. Ils sont des produits bio, fabriqués à base de plantes et contribuent à la sécurité alimentaire de la population. En effet, a-t-il expliqué, ses produits ont pour rôle de générer les cellules et protéger l'organisme. Il s'est appesanti sur le rôle des produits qualifiés comme nettoyants, nourrissants et fortifiants. Dans les nettoyants, on retrouve le thé minceur, le thé fath et le thé vert. Le thé vert consiste à nettoyer le sang, à lutter contre les maladies de la saleté, les accidents vasculaires cérébrales et la constipation. Le produit spiruline, classé dans la famille des nourrissants, jouent un rôle de renforcement des cellules et combat

H 10 étant destinés aux maladies de la prostate et l'impuissance sexuelle. Notons qu'en dehors de la vente des produits, la société Haoqi envisage de signer un partenariat avec les autorités congolaises dans le domaine de la santé. Elle compte également construire des écoles au Congo. Au terme de la cérémonie, le leader Léandre Milandou, encore appelé grand-père par les distributeurs de la société Haoqi, n'a pas caché sa satisfaction. « Je suis heureux de recevoir ce prix parce que c'est le résultat de ma profession de distributeur dans cette société Haoqi. Le prix à payer dans ce métier, c'est prendre en charge la santé des autres et de sa propre santé ».



Séminaires locaux & internationaux de formation

Trainis: Créateur de performance, accélérateur de carrière !

Module	Date de session	Lieu	Durée	Horaires
Excel avancé	13 - 18 juillet 2015	Brazzaville	6 jours	08h00 - 14h00
Anglais intensif, niveau 1	13 juillet - 07 août 2015	Brazzaville	20 jours	14h00 - 18h00
Supply Chain Management : tableau de bord du service achat	20 - 24 juillet 2015	Pointe Noire	5 jours	14h00 - 18h00
MS Project 2010 (Planification, gestion de projet)	27 juillet - 01 août 2015	Brazzaville	6 jours	14h00 - 18h00
Supply Chain Management : tableau de bord des services généraux	10 - 14 août 2015	Pointe Noire	5 jours	08h00 - 14h00

Trainis Congo RCCM N°CG/BZV/11B2864 Tel: (242) 06 623 59 77 - 05 319 13 98 09, Av de la Mfoa, Imm. Yombo, Brazzaville, Congo Email: congo@trainis.com Site web: www.trainis.com





Assurances et Réassurances du Congo

Signez vos contrats avec une sérénité!!

Assurance Incendie
Assurance Transport
Assurance Multirisques Habitation
Assurance Global Banque
Assurance Responsabilité Civile

Assurance Santé
Assurance Combinaison
Assurance Vieillesse
Assurance Voyage
Assurance Énergie
S.A.

Agence K17 Avenue de la Liberté/Centre - Tél : (+242) 06 623 59 77 - 05 319 13 98
Agence P18 : 123, Avenue Yumbo - Tél : (+242) 06 623 59 77 - 05 319 13 98
Email: congo@trainis.com - www.trainis.com

Une équipe jeune et dynamique à l'écoute de vos besoins

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

« Le dialogue, outil structuré pratiqué par des professionnels, permet de se rendre compte que reconnaître la souffrance ou les peurs de l'autre ne remettra pas en question la légitimité de mes propres souffrances et de mes propres peurs. »

Rafael Tyszblat, médiateur et facilitateur de dialogue interculturel, La Vie, 26 janvier 2014

« Un homme, si puissant soit-il, clairvoyant soit-il, ne peut pas continuellement donner le meilleur de lui-même au service d'une nation jeune qui fait face à des problèmes urgents de croissance inclusive »

Edem kodjo, ancien secrétaire général de l'Oua, Le Magazine d'Afrique, juillet-août 2015

« Ce que la Grèce subit aujourd'hui, nous, pays africains, l'avons subi il y a plusieurs années. Les politiques d'ajustements structurels ont fait des dégâts en Afrique. »

Macky Sall, président du Sénégal, RFI, 04 juillet 2015

« Je reconnais que dans le milieu du football, il y a des personnes qui sont sans scrupule et aiment utiliser la courte échelle parce qu'elles pensent qu'il faut venir au football pour s'enrichir. »

Colonel Sita Sangaré, président de la Fédération burkinabé de football (FBF), Le Pays, 23 juin 2015

* « L'esthétique n'est pas qu'un luxe. »

Roland Castro, architecte et urbaniste, Nouvel Observateur, 1^{er} février 2015

AFFAIRES

Le Congo deuxième destination africaine des investissements directs étrangers

Selon un rapport publié le 24 juin par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced), le Congo a été la deuxième destination africaine des investissements directs étrangers (IDE) en 2014, après l'Afrique du sud.

Le rapport de la Cnuced mentionne que les flux d'IDE vers le continent noir ont atteint 54 milliards de dollars l'année dernière. Ce chiffre est similaire à celui enregistré l'année précédente, 2013, mais la Cnuced note une augmentation plus sensible du taux de ces investissements en Afrique centrale de 33% en 2014.

Dans cette région, la République du Congo a connu l'augmentation la plus impressionnante, avec un taux de 88,8% par rapport à l'année 2013. « Les cinq pays qui ont attiré le plus d'IDE sont l'Afrique du Sud (5,7 milliards de dollars / -31,2% par rapport à 2013), la République du Congo (5,5 milliards de dollars / +88,8%), le

Mozambique (4,9 milliards de dollars / -20,6%), l'Égypte (4,8 milliards de dollars / +14,1%) et le Nigéria (4,7 milliards de dollars / -16,3%) », a notamment rapporté l'agence Ecofin. Cependant, à travers l'Afrique l'on note des disparités entre régions au regard de ce rapport. L'Afrique du nord et l'Afrique de l'ouest ont connu une baisse des investissements étrangers. En Afrique du nord, le recul de 15% par rapport à l'année précédente est expliqué par l'instabilité politique et sécuritaire dans plusieurs pays. Seuls l'Égypte (+14% soit 4,8 milliards de dollars) et le Maroc (+8% soit 3,6 milliards de dollars), s'en sont sortis mieux.

Les flux des IDE vers l'Afrique

de l'Ouest sont estimés à 12,8 milliards de dollars en 2014, soit un recul de 10% par rapport à 2013. L'Afrique australe n'a reçu aussi que 10,8 milliards de dollars (-2%).

Au niveau mondial, les flux d'IDE ont diminué de 16%, tombant à 1.200 milliards de dollars. « Cette chute moyenne dissimule cependant des disparités impressionnantes : une très forte chute (-28%, à 499 milliards de dollars) des IDE vers les pays développés, dont beaucoup étaient en quasi-stagnation économique ; une baisse sensible des flux de capitaux entrants en Amérique latine (-16%) et aux Caraïbes (-14% à 159 milliards de dollars) ; leur stagnation en Afrique et leur dynamisme en Asie (+9%, à 500 milliards de dollars), où l'on bat des records historiques », pense l'agence d'information économique africaine.

La Rédaction

FORÊT

Le Congo se dote d'un système moderne pour vérifier la légalité des produits

Le directeur de cabinet du ministre de l'Economie Forestière et du Développement durable, Michel Elenga, a lancé le 8 juillet, les activités du projet « Système informatique de vérification de la légalité des bois et produits dérivés au Congo ».

L'objectif du projet est de développer un logiciel de traçabilité des bois en vue de lutter contre son exploitation illégale.

Le projet est financé par l'Union européenne à hauteur de 1,115 milliard FCFA environ, pour une durée de deux ans. Ce nouveau système entièrement informatisé fait suite à un contrat signé entre le gouvernement et la Société générale de surveillance (SGS) en 2010.

Selon Alain Verney, l'un des responsables de la SGS, le système informatique comprend le volet développement et préparation de la phase de déploiement du système au Congo. « Ce système permet au Congo de localiser et de connaître l'appartenance

et les caractéristiques de son bois », a-t-il indiqué.

En ce qui concerne le volet préparation de la phase de déploiement du système au Congo, l'ingénieur forestier du projet SGS, Théodore Nna, a souligné que les équipes sont bien structurées pour se déployer sur le terrain. Le logiciel doit obéir aux exigences de l'accord de partenariat volontaire en évaluant les besoins qualitatifs et quantitatifs.

Le chef de la section développement durable et infrastructure à l'Union européenne, Gilles Rebattet a, pour sa part, loué la forêt congolaise qui se trouve au cœur du Bassin du Congo, second poumon de la planète après l'Amazonie avec un système écologique d'une taille et d'une valeur incomparables.

Il a en effet déclaré : « exploiter la forêt tout en la conservant pour les générations futures est un objectif économique et éco-

logique cruciale. Exploiter la forêt en reconnaissant les droits des communautés locales et des peuples autochtones est un impératif de justice sociale ». La forêt du Congo couvre 65% du territoire national et représente 10% des forêts denses humides du bassin du Congo. Le bois constitue un secteur important pour l'économie du Congo contribuant pour 5% environ à la production de richesse du pays et représente 11.000 emplois directs.

Pour le directeur de cabinet du ministre de l'Economie forestière et du Développement durable, Michel Elenga, le lancement des activités du projet « système informatique de vérification de la légalité du bois et produit dérivés au Congo », marque la concrétisation de l'engagement entre le gouvernement congolais et l'Union européenne en vue d'améliorer la gouvernance forestière.

Lydie Gisèle Oko

ABONNEZ-VOUS

Votre journal au bureau ou à domicile

Contact: 05 532 01 09
Brazzaville

84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso, Mpila Centre ville

Bureau de Pointe-Noire

Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

Les Dépêches de Brazzaville
L'actualité au quotidien

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise à Brazzaville et à Pointe-Noire des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions* et pour tous renseignements, contactez-nous aux coordonnées suivantes :
Tél. 06 913 81 45 | 06 992 04 91 - Email : inscription@iprc-training.org

INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
Qualité-Hygiène-Sécurité-Environnement (QHSE)	5 jours	3 au 7 août 2015
Techniques de rédaction des termes de référence	3 jours	12 au 14 août 2015
Maîtriser les bases de la législation du travail	5 jours	18 au 24 août 2015
Les fondamentaux du contrôle interne en établissements bancaires et financiers	4 jours	24 au 27 août 2015

* Possibilité de remise pour plusieurs participants d'une même structure.



PROMO NDAKO NA YO

LA SUPERBE VILLA ET 20 000 LOTS ENCORE À GAGNER

Recharge, cumule des points et gagne
des parcelles, des millions de FCFA,
des smartphones ...

Envoie gratuitement
NDAKO au 139

Image non contractuelle

Clavin Djibry

Ça continue !!!
Jusqu'au 31 juillet 2015



POTO-POTO

Charlotte Opimbat assiste 500 personnes âgées

Brazzaville connaît un changement de saison avec une baisse constatée de la température. Une période difficile pour les personnes vulnérables. D'où, ce geste de la députée de la deuxième circonscription électorale de Poto-Poto qui a offert, le 8 juillet, des joggings et pull-overs à environ 500 personnes du 3^e âge de la première zone du quartier 33.



Charlotte Opimbat remettant des joggings aux personnes du 3^e âge; crédit photo Adiac

« Quand nous faisons les statistiques, ce sont les personnes du 3^e âge qui sont les plus vulnérables. Elles sont vraiment exposées au froid, ce qui justifie le taux élevé de la mortalité chez cette couche sociale », a justifié la donatrice.

Selon elle, au total 1 250 personnes âgées bénéficieront de cette aide

dans les quartiers 33 et 36 Poto-Poto. « Aujourd'hui, nous avons distribué 500 joggings, l'opération va se poursuivre dans la semaine. Après nous allons partir progressivement vers la jeunesse », a-t-elle annoncé.

Outre la remise des joggings et pull-overs, Charlotte Opimbat en-

visage de mener une opération santé consistant à dépister et diagnostiquer certaines maladies telles que le diabète, l'hypertension et l'hypotension, la carie dentaire, les rhumatismes. D'après elle, le matériel, don d'une organisation étrangère se trouve déjà à Pointe-Noire. Le seul souci reste l'endroit devant permettre l'installation du matériel, une fois arrivée à Brazzaville.

Enfin, au regard de l'actualité politique nationale, dominée par le débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, la députée du Parti congolais du travail, premier questeur de l'Assemblée nationale, est revenue sur la convocation du dialogue national sans exclusive par le président de la République. « En passant, nous leur avons également expliqué le message à la nation du chef de l'Etat qui consiste à emmener les Congolais au dialogue. Nous avons donc demandé à cette population de soutenir l'action du président de la République, de prier pour que le dialogue sans exclusive se passe bien », a conclu Charlotte Opimbat.

Parfait Wilfried Douniama

ACCIDENT DU CARGO EK-76300

Les victimes attendent d'être indemnisés par le gouvernement

Des victimes de l'accident du Cargo Ek-76300 appartenant à la société Aéro service, survenu le 30 novembre 2012 en plein quartier Makazou à Brazzaville, ont observé, le 09 juillet à Brazzaville, un sit-in à la devanture du ministère des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande pour réclamer de l'Etat, leur indemnisation.



Pied de grues des victimes au ministère

Ces victimes qui dénoncent la lourdeur de l'administration dans le paiement de leurs droits ont mis en place un Comité des victimes. Celui-ci a adressé en vain deux correspondances aux institutions de la République, notamment au ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande et au Médiateur de la République.

Selon une source gouvernementale, l'affaire avait été confiée à un assureur pour d'éventuelles indemnisations des victimes, dénonçant le manque d'initiatives du côté de la société Aéro service. À l'initiative du ministère des Transports, des pourparlers sur la question ont été relancés mercredi entre le comité des victimes, le syndic liquidateur de la société Aéro service et l'avocat des victimes afin de trouver une suite favorable.

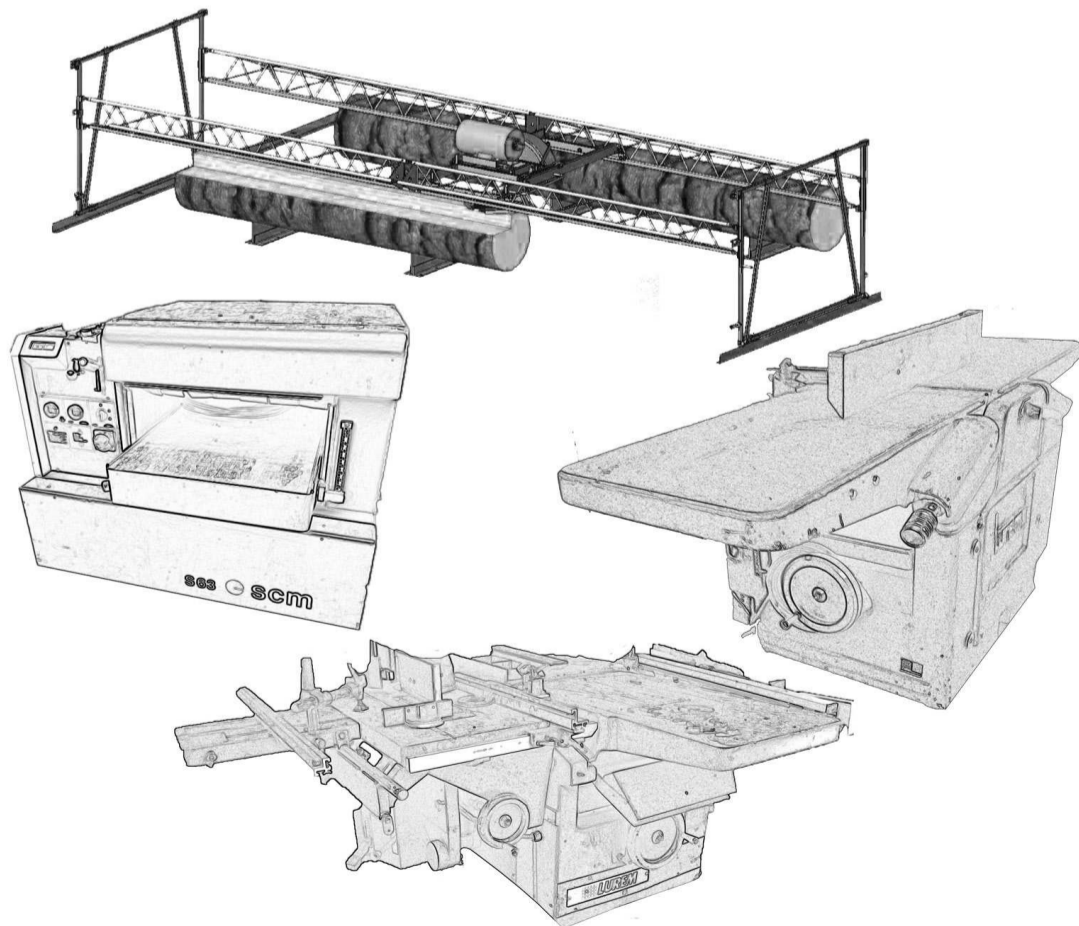
« Notre avocat nous a conseillés de constituer un dossier pour le déposer auprès du syndic liquidateur. N'ayant

pas trouver une suite favorable, nous avons aussi écrit au ministère pour demander qu'on nous donne le nom de l'assureur de la société Aéro service. Là non plus on n'a pas eu une suite favorable », a expliqué Mbama, président du comité.

Par ailleurs, une autre source, proche des victimes, affirme que le syndic liquidateur de la société Aéro service aurait des difficultés pour trouver deux cent cinquante millions FCFA, devant les permettre à payer les droits des ex-travailleurs de cette entreprise en faillite. Rappelons qu'une note du ministère des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande interdit depuis 2009 l'exploitation par ledit cargo de l'espace aérien congolais. Les victimes de cet accident avaient été prises en charge par le gouvernement qui a par ailleurs supporté les soins des blessés.

Fortuné Ibara

VENTE MACHINES A BOIS EXPORT - NEUF & OCCASION Devis avec transitaire



Ets. JOULIN Père & Fils – Paris

10, rue Destouches – 94500 CHAMPIGNY sur MARNE – FRANCE

Brazzaville : 06 66 47 290 - Paris : +33 (0)6 08 02 59 42

Fax : +33 (0)1 42 07 12 13

Email : ets.joulin@free.fr

MAG.SY Immeuble en face du hall des légumes Agri-Congo (derrière la fac de droit, à l'étage). Tél : 05 556 90 64 / 06 937 60 54

Séminaires de formation en transit à Brazzaville et à Pointe-Noire (Durée : 2 semaines)

L'environnement transit - le fret - les incoterms - la déclaration en douane - les régimes douaniers - le calcul de la valeur en douane - les droits et taxes - les régimes douaniers - la procédure de dédouanement.

Brazzaville : 16 Juillet 2015 Cout : 50.000Fr + 1 marker non permanent (17h-20h)

Pointe- Noire : 25 Aout 2015 Cout : 65.000Fr + 1 marker non permanent

Séminaires de formation en Logistique à Brazzaville et à Pointe-Noire (Durée : 2 semaines)

Approvisionnement-Gestion des stocks-Transport-Incoterms-Assurance

Pointe- Noire : 31 Juillet 2015 ; Brazzaville : 16 Sept. 2015 Cout : 50.000Fr + 1 M. (17h-20h)

MAG.SYS P/Noire : Immeuble bat-services à 3 niveaux, situé à 80 m de la station à essence du pont fous CNCS- MBOTA, en allant vers Mbota, là où se trouve le VIP "le Kremlin".



7ème étage immeuble CNSS
 Centre-ville BP : 537 - Brazzaville,
 Tél : +242 06 913 81 45 | +242 06 636 28 38
 Email : iprc@iprc-training.org
 Site web : iprc-training.org/congo

Prix « International Quality Summit - IQS »

IPRC, Recompensé pour son leadership sur le marché de renforcement des capacités

IPRC a reçu le prix International Quality Awards, dans la catégorie OR, lors de la convention du Business Initiative Directions tenue du 24 au 25 mai 2015 à New York.

Ce prix est une reconnaissance internationale pour l'engagement de l'entreprise envers la Qualité, le Leadership, la Technologie et l'Innovation. Parmi plus de 150 entreprises venues du monde entier, IPRC était la seule entreprise retenue, pour représenter la République du Congo.

Son Directeur Général, Monsieur Souleymane KOUYATE a reçu le trophée des mains de Monsieur Jose E. PRIETO, Président de Business Initiative Directions (BID), au cours de la cérémonie organisée au centre de conventions du «Marriott Marquis Hotel» de New York.

Dans son allocution de remerciement, M. Souleymane KOUYATE, a dédié ce prix à la République du Congo, à tous les acteurs du développement, tant publics que privés et au personnel d'IPRC.



Mr. Souleymane KOUYATE, recevant le prix des mains du président de Business Initiative Direction (BID)



Mr. Souleymane KOUYATE lauréat du Prix International Quality Summit - IQS



Le Président de BID avec les membres de quelques sociétés lauréates



COOPÉRATION

Le Congo a une plus grande volonté de travailler avec le Venezuela, estime Norma Borges

L'ambassadeur du Venezuela, Norma Borges, a réaffirmé le 8 juillet l'engagement de son pays à renforcer la coopération avec le Congo sur les plans diplomatique, socioculturel, éducatif, sportif et autres pour l'intérêt des peuples vénézuéliens et congolais.

La diplomate s'exprimait à l'occasion de la fête de l'indépendance du Venezuela, célébrée le 5 juillet depuis 1811, date de l'accession de ce pays à la souveraineté nationale. C'était au palais des congrès de Brazzaville, en présence d'un parterre d'ambassadeurs extraordinaires et plénipotentiaires d'autres Etats, des chefs des missions diplomatiques accrédités au Congo, ainsi que des représentants des organisations internationales. Le gouvernement congolais était représenté par la ministre de la Promotion de la femme et de l'Intégration de la femme au développement, Catherine Ebondza Lipiti.

Norma Borges a salué l'excellence des relations entre son pays et le Congo, deux États qui, selon elle, « partagent largement les mêmes origines culturelles ». « La République du Congo et le Venezuela doivent s'appuyer mutuellement dans différents domaines, en particulier au sein des Nations unies », a-t-elle souhaité, en félicitant le soutien de Brazzaville à la can-

didature de Caracas au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2015-2016.



Catherine Ebondza Lipiti et Norma Borges

C'est fort d'avoir constaté que le Congo est « l'un des pays africains qui a une plus grande volonté de travailler avec le Venezuela » que l'ambassade vénézuélienne ne cesse de diversifier son action sur le sol congolais. En témoigne le programme « Parrainer une Ecole en Afrique » mis en place depuis 2012 qui a permis à la représentation diplomatique de « réhabiliter, rénover et faire

des dons à certaines écoles » de la capitale congolaise.

Dans le même élan, l'Atelier de formation interculturelle

Hugo Chavez Frias a permis de dispenser des cours d'espagnol gratuits à 950 personnes. Ce qui a donné la possibilité à quelques apprenants « d'avoir un emploi dans certaines entreprises de communication, hôtellerie et autres ».

Norma Borges s'est tout aussi félicitée de l'existence de plusieurs initiatives visant à raffermir les relations congolovénézuéliennes en matière

de défense, de protection et de conservation de l'environnement ; la création de la Forêt du Venezuela dotée de 7160 arbres dans la sous-préfecture d'Ignié ; la création d'associations d'amitié entre les peuples vénézuélien et congolais. S'y ajoute la création du Bataillon sportif Congo-Venezuela, qui a la noble tâche de promouvoir des activités sportives et culturelles dans les différents secteurs et communautés du Congo. « Nous savons tous que le sport améliore non seulement la qualité de vie, l'humeur et la santé des gens, mais aussi encourage la formation et le développement des valeurs importantes telles que la persévérance, l'effort, le travail d'équipe et le respect des autres », a déclaré l'ambassadeur. C'est pourquoi, a-t-elle souligné, le gouvernement vénézuélien a mis l'accent sur le sport, considérant qu'il est très important pour le développement du talent de l'être humain.

Au plan international, Norma Borges a félicité le chef de l'État congolais pour son « soutien constant à la paix », au Congo et dans d'autres Etats africains, notamment pour avoir réussi à ramener le calme dans certains

foyers de tensions où il a assuré la médiation internationale.

Elle s'est par ailleurs réjouie de ce que le Venezuela, sous l'impulsion d'Hugo Chavez a renforcé ses relations avec les pays africains et la coopération sur des plans variés dont ceux du commerce et des échanges technologiques. Résultats : il dispose actuellement de 18 ambassades à travers l'Afrique et entretient des relations avec les 54 Etats du continent.

Evoquant les réalités dans son pays, Norma Borges a affirmé : « Au Venezuela, nous insistons sur l'engagement à lutter contre la pauvreté, la création d'emplois, l'accès gratuit et universel à la santé et à l'éducation pour les Vénézuéliens et les étrangers... »

Pour l'ambassadeur, la commémoration du 204^e anniversaire de l'indépendance du Venezuela revêt une signification particulière parce qu'elle intervient au moment où les pays d'Amérique latine disposent d'institutions multilatérales fortes, « une alternative aux modèles hégémoniques du capitalisme existant ». « Avec la certitude qu'un autre monde est possible », a conclu l'ambassadeur.

Nestor N'Gampoula



COOPÉRATION CONGO - UNION EUROPÉENNE



LE PROGRAMME DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS COMMERCIALES ET ENTREPRENEURIALES (PRCCE)

EN PARTENARIAT AVEC:



FEDERATION DES MUCODEC
Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

A MIS EN PLACE



LE CHÈQUE SERVICE

PLUS DE
92%
DE PRISE EN CHARGE
PAR L'U.E.



DIRIGEANTS DE TPE/PME/PMI,
CRÉATEURS D'ENTREPRISES
DES EXPERTS VOUS ACCOMPAGNENT



Les chèques Services sont émis à Brazzaville et Pointe Noire.
Brazzaville : Agence Centrale LCB Bank et Caisse de la Fédération des MUCODEC
Pointe Noire : Agence Centrale LCB Bank et Délégation des MUCODEC

www.lechequeservice.com

info@lechequeservice.com

DANIEL OWASSA

« Le Congo doit d'abord compter sur ses efforts pour assurer son développement »

En poste, depuis trois années, l'ambassadeur du Congo en République populaire de Chine, Daniel Owassa a accordé une interview exclusive aux Dépêches de Brazzaville. Il y aborde le développement de la Chine, les relations avec le Congo avec, en toile de fond, les échanges commerciaux qui ont atteint 6,5 milliards de dollars américains en fin 2014.

Les Dépêches de Brazzaville : la Chine est devenue une puissance économique du monde. Le Congo a-t-il un profit à en tirer ?

Daniel Owassa : la visite du président Xi Jinping juste après sa prise de fonction illustre bien la qualité des relations et de la coopération mais également l'une des preuves que le Congo tire quelque chose surtout à partir de 2006 après la visite de l'ancien Premier ministre chinois Wen Jiabao au Congo. Au cours de cette visite, il avait été établi le partenariat stratégique entre la Chine et le Congo. Il y a eu un bond qualitatif après cette visite au niveau de la coopération puisqu'on était avant l'an 2000 à moins d'un milliard de dollars américains des échanges et à la fin de 2014 on a pu atteindre 6,5 milliards de dollars américains. Ce n'est pas rien, le Congo a effectivement gagné quelque chose avec le développement observé du côté de la Chine. Donc, on s'est développé un peu aussi avec la Chine, c'est-à-dire que si le Congo a fait des pas en avant depuis quelques années, il faut compter aussi avec la contribution de la Chine.

LDB : Qu'en est-il des accords signés l'année dernière lors de la visite du président Denis Sassou N'Guesso en Chine ?

D.O : La chose essentielle à retenir de cette visite, c'est que les deux parties ont fait l'évaluation de la mise en œuvre du partenariat stratégique établi en 2006. Et, le constat qui avait été fait c'est que ce partenariat s'exécutait normalement à la satisfaction des deux parties. D'où la décision prise par les deux parties de poursuivre avec le partenariat stratégique. Je crois qu'une partie de la bureaucratie a déjà été fait et ce qui s'exécute aujourd'hui relève des questions pratiques à régler sur le terrain. Il y a par exemple la construction des sièges des deux chambres du Parlement, la partie chinoise est prête et n'attend que la partie congolaise de rendre disponibles les terrains. De tels choses ont empêché le démarrage de certains projets.

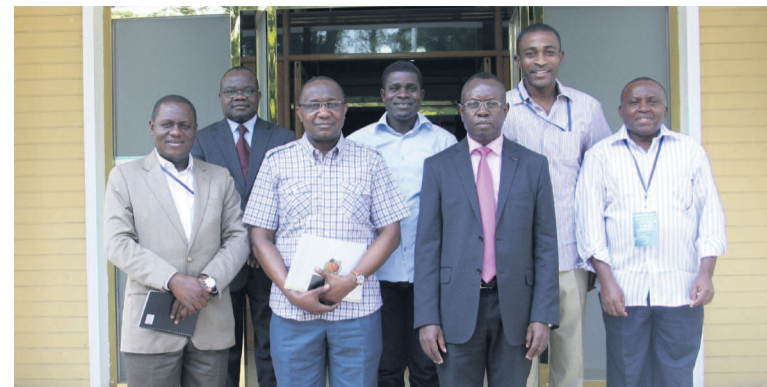
LDB : Quelle est votre appréciation sur le développement de la Chine et que doit faire le Congo pour en tirer profit ?

D.O : La Chine a travaillé pour atteindre ce stade de développement ; ce ne sont pas des gens venus de l'extérieur qui l'ont développée. Ce sont des Chinois qui ont réfléchi par rapport à leur situation et ont trouvé de remède qui leur ont permis de connaître le développement. Il ne faudrait pas penser que le développement d'un

pays viendra de l'extérieur. C'est d'abord nos propres efforts quitte à compter sur les amis comme la Chine qui sont disposés à nous accompagner avec les moyens dont ils disposent. Il reste aussi qu'on est maintenant nombreux à regarder la Chine, toute l'Afrique, les pays d'Asie et même les grandes puissances. La Chine est devenue comme une sorte de capitale du monde, mais, elle ne peut pas seule s'occuper des problèmes de développement de tous les pays. Quitte à ce que chacun de nous sache ce qu'il peut tirer sans trop compter sur la Chine. Elle a aussi ses propres problèmes de développement.

LDB : Pensez-vous avoir une lourde charge en assumant les fonctions de représentant du Congo en Chine ?

D.O : Pas du tout. Bien au contraire, je me base beaucoup sur la qualité des relations entre la Chine et le Congo. C'est tellement bon, les choses sont lisses, on n'a pas vraiment de difficultés particulières à gérer ce genre de relations, ça se passe très bien. Il n'y a pas de souci, je prends à témoin le ministre-conseiller et l'attaché technique. La première des choses, nous sommes venus ici pour travailler parce que si vous mettez les soucis avant, vous risquez d'oublier l'essentiel. Le gouvernement nous a donné les moyens qui nous permettent de travailler et c'est ce que nous essayons de faire.



Daniel Owassa et ses collaborateurs posent sur le perron de l'ambassade en compagnie des journalistes congolais

LDB : Où en êtes-vous avec le projet de construction d'un nouveau siège de l'ambassade du Congo à Beijing ?

D.O : La demande a été faite à la partie chinoise, le problème c'est avoir le terrain sur lequel pourra être érigé le siège de l'ambassade. La partie chinoise avait marqué son accord mais pour rendre le terrain disponible, il y a un certain nombre de mesures à prendre en amont et il faut attendre pas moins de deux ans. Voilà où nous en sommes avec ce projet.

LDB : L'ambassade du Congo à Beijing possède une école consulaire fondée en 1974.

Comment faites-vous pour assurer le fonctionnement ?

D.O : Vous touchez là à un des grands problèmes auxquels sont confrontés les diplomates de manière générale. A l'époque, dans les années 70, le gouvernement congolais avait bien saisi le problème en installant les écoles consulaires là où il y avait les problèmes de langue. Il y en avait à Maputo au Mozambique, à Luanda et Cabinda en Angola et à Pékin en Chine. Dans l'effervescence de la conférence nationale souveraine des décisions ont conduit à la fermeture de ces écoles. Nécessité faisant loi, les écoles de Luanda et de Pékin ont survécu jusqu'aujourd'hui.

En ce qui nous concerne, la présence de cette école s'impose. Certes, elle ne dispose pas d'assez de moyens, mais l'ambassade s'efforce de l'accompagner pour

qu'elle continue à vivre et à remplir la mission qu'on lui a assignée. Cette école compte les élèves du CEP1 jusqu'en classe de 3ème. Pour leur encadrement, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire met à notre disposition trois enseignants qui sont aidés sur place par des épouses ou époux des diplomates de profession enseignant. On fait également recours aux étudiants du niveau supérieur à la licence.

LDB : Peut-on avoir une idée réelle du nombre de Congolais vivant en Chine ?

D.O : C'est difficile de vous dire le nombre exact des ressortissants congolais en Chine. Parce que les Congolais qui vivent en Chine sont essentiellement des étudiants. S'il n'y avait que les étudiants régulièrement envoyés par le ministère de l'Enseignement supérieur, oui. Malheureusement, les plus nombreux sont des étudiants qui sont envoyés par leurs parents. Ils ne sont pas connus par le ministère de l'Enseignement supérieur et sont éparpillés dans les différentes provinces et villes de la Chine. Il est difficile dans ce cas de savoir qui est arrivé. Nous sommes informés seulement lorsqu'ils ont besoin d'un papier ou sont en difficulté. Voilà le problème, mais de manière générale on peut estimer à un peu plus de 2000 le nombre de Congolais vivant en Chine.

Propos recueillis par Guy-Gervais Kitina à Beijing

SOUDAN DU SUD

Quatre ans d'existence, déjà deux ans de guerre civile et près de 100 mille morts

Le jeune Etat célèbre le quatrième anniversaire de son accession à l'indépendance ce jeudi 9 juillet, avec un bilan humanitaire catastrophique. Le conflit continue de faire rage autour des sites pétroliers entre les troupes gouvernementales et les rebelles dirigés par l'ancien vice-président, Riek Machar.

« Il y a quatre ans, je me tenais à Juba aux côtés de masses de citoyens fiers, et j'ai regardé le premier lever du drapeau au-dessus du plus récent Etat membre des Nations unies, le Soudan du Sud », a déclaré ce 8 juillet 2015 le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. « Je ne pourrai jamais oublier le sentiment de joie et d'espoir », a ajouté Ban Ki-moon. Voilà quatre années jour pour jour que ce jeune Etat africain, grâce aux soutiens américains, a accédé à la souveraineté internationale. Dans les rues de Juba la capitale sud soudanaise, tout semble neuf au rythme des festivités, rapporte le quotidien américain, New York Times. Il s'agit un peu de rappeler les espoirs suscités lors de la proclamation de l'indépendance en 2011.

Le pays peuplé d'environ 11 millions d'habitants, se séparait alors de son grand voisin du nord domi-

né par des musulmans blancs. En effet, en s'arrachant le droit à l'autodétermination, le peuple sud soudanais entendait se mettre à l'abri d'une guerre civile et des affrontements inter communautaires récurrents qui avaient duré plus de trois décennies. Le conflit armé opposant le nord et le sud du Soudan, rappelle l'ONU, a été l'une des tragédies que l'humanité n'ait jamais connues durant notre siècle : plus de 2 millions de morts, dont 300 mille victimes au Darfour entre 2003.

Très vite le chaos

Pour les Sud soudanais, il fallait vite se séparer des Blancs du nord avec qui, la cohabitation semblait de plus en plus impossible. L'espoir d'une nouvelle nation démocratique, de paix et de développement, était grand. Mais très vite le peuple du défunt leader, John Garang mort le 30 juillet 2005, va

basculer dans l'anarchie. Selon un rapport de l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), environ 3,8 millions de Sud-soudanais sur un total de 11 millions d'habitants, ont besoin d'une aide alimentaire d'urgence.

Ce conflit sanglant oppose les troupes du président actuel, Salva Kiir et des rebelles dirigés par son ex vice-président, Riek Machar. Dans l'Etat d'Unité, l'armée gouvernementale et les rebelles livrent en permanence des combats en vue du contrôle de la zone stratégique de Leer. Région natale de l'ancien vice-président devenu chef rebelle Riek Machar, Leer avait déjà été complètement mise à sac en janvier 2014, rapporte le site d'information, La Tribune.

Le même scénario se déroule dans l'Etat du Haut-Nil, précisément autour de la ville de Malakal, où sont installés les rebelles de Machar. Ils ont également an-

noncé vouloir prendre le contrôle de la zone pétrolière de Palouch toute proche, exigeant des sociétés y travaillant qu'elles évacuent leurs travailleurs. Sous contrôle gouvernemental, les puits de Palouch, dont le pétrole transite par le Soudan avant d'être exporté par la mer Rouge, sont les derniers encore en fonctionnement au Soudan du Sud.

L'ONU complètement débordée

Depuis quelques mois, s'alarment les ONG humanitaires, le conflit qui était initialement politique, tend progressivement vers une division ethnique du pays. Deux communautés : les Dinka dont est issu le président Salva Kiir, affrontent désormais les Nuer fidèles à l'ancien vice-président Riek Machar, poussant plusieurs milliers de civils à fuir leur domicile. Selon les chiffres de l'ONU, le conflit a fait plus de 50 mille victimes, mais des ONG humanitaires sur le terrain citées par le quotidien britannique, The Guardian, confirment les 100 mille

morts.

D'Addis-Abeba à New York, toutes les tentatives de négociations visant à mettre autour d'une même table de négociations, ont voué à l'échec. La communauté internationale notamment l'Union africaine est régulièrement déçue par l'attitude des deux leaders au front. Riek Machar et le président Salva Kiir signent un accord de paix aujourd'hui, aussitôt le lendemain ils le violent.

Les sanctions prononcées contre certains dirigeants militaires et les menaces internationales de sanctions adressées à plusieurs reprises aux belligérants, ont jusqu'ici eu peu d'effet. Le 3 juillet dernier, le président américain Barack Obama a de nouveau appelé les leaders du pays à mettre fin au « cycle de la violence, à engager un processus de réconciliation ». « Nous avons lutté tellement longtemps pour ce pays », souligne amèrement le diplomate Veronica Henry, cité par le site State Afrique.

Fiacre Kombo

PATRIMOINE MONDIAL

Plaidoyer pour la rumba

C'est depuis le 30 décembre 2010 que le Congo avait ratifié la convention de 2003 relative à la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Depuis, aucun élément n'est inscrit sur la liste représentative de l'humanité. Jean Jacques Mboundou, directeur départemental du patrimoine et des archives au Niari, estime que ce dossier peut être relancé à un moment où la rumba congolaise est en perte de vitesse. La convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel est l'instrument juridique de l'Unesco. Parmi les éléments pertinents de ce domaine du Patrimoine dont dispose le Congo on cite la rumba congolaise. D'après Jean Jacques Mboundou, cet élément nécessite une inscription sur la liste de sauvegarde urgente de l'Unesco au regard de tout ce qui se fait.

Pour Jean Jacques Mboundou, « Tous les efforts conjugués depuis 2010 pour espérer obtenir une ligne budgétaire afin de faire face à ce projet intéressant n'ont pas donné les résultats escomptés. Il se trouve que la Rumba congolaise est au bas de l'échelle. Il faut donc la sauvegarder. Cela nécessite une démarche rigoureuse. » Il propose une démarche participative et un inventaire avec l'appui les acteurs concernés.

Pour ce faire, une assistance préparatoire de l'Unesco est souhaitée pour permettre l'élaboration du dossier d'inscription. Ce qui permettra à la Rdc et au Congo, berceaux de la Rumba, de coopérer en vue de présenter un dossier commun. « Je connais parfaitement tout ce qu'il faut pour que cette initiative aboutisse. Si ma hiérarchie veut bien que je m'implique personnellement dans ce processus, je ferais valoir toute mon expérience ».

Avec l'inscription de la Rumba sur la liste représentative de l'Unesco, le Congo emboîtera le pas à plusieurs pays. En effet : le Brésil avait inscrit la Samba, l'Argentine le Tango, etc.

Hermione Désirée Ngoma

COLLOQUE MUSICAL

Le Centre culturel russe revisite l'œuvre de Piotr Ilitch Tchaïkovski

Ce colloque animé respectivement par le directeur du Centre culturel russe (CCR) Sergey Belyaev et l'enseignant de la musique classique à l'Ecole nationale des Beaux-arts (Enba) de Brazzaville, Josias N'Gahata, a porté sur deux rapports ; l'un sur la vie et l'analyse musicale de cet auteur compositeur et l'autre sur la production de ses œuvres.

Il n'y a pas meilleur moyen de se souvenir d'un grand artiste qui a contribué à l'élévation de la culture mondiale, si ce n'est par le biais d'un colloque. C'est ce qu'a laissé entendre le directeur du centre culturel russe Sergey Belyaev, initiateur dudit colloque. Il a ainsi retracé la biographie de Piotr Tchaïkovsky qui est un grand compositeur russe de musique classique du 19^e siècle. Mondialement connu, Piotr Ilitch Tchaïkovski est le compositeur le plus écouté et le plus joué au 20^e siècle.

Né le 7 mai 1840 à Votkinsk et décédé le 6 novembre 1893 à Saint-Petersbourg, c'est à l'âge de 5 ans qu'il découvre le piano. Pourtant durant

triumphales en Europe et aux Etats-Unis.

Sa musique est riche de créativité et de diversité. Elle se compose de dix opéras, de trois ballets, de six symphonies, de compositions pour pianos, de mélodies ou encore d'œuvres chorales. L'un des compositeurs les plus connus et les plus prolifiques de sa génération, Tchaïkovski est l'auteur de plusieurs œuvres célèbres dont : *Eugène, Casse-noisette, Le Lac des cygnes, Les Saisons...*

« Nous avons sans nul doute voulu souligner la contribution de Piotr Ilitch Tchaïkovski dans la culture mondiale, en organisant ce colloque dédié à son œuvre », a déclaré



Josias N'gahata a en effet reconnu que Piotr Ilitch Tchaïkovski a composé plusieurs œuvres, axant son exposé sur trois des chansons caractéristiques et particulières de l'auteur. Parmi ces œuvres, Josias N'gahata a entre autres cité celle intitulée *La nuit* qui est un quatuor vocal le plus



Photo de famille

son adolescence, il s'engage vers des études de droit. Sa carrière juridique sera brève. Lassé de son travail de fonctionnaire au ministère de la justice qui ne lui correspond pas, il décide d'embrasser une carrière musicale et intègre le conservatoire où il en sort avec une carrière de compositeur dès 1863. Son ascension artistique lui permet de faire des tournées

le directeur du CCR Sergey Belyaev. Pour avoir étudié la musique classique et connaissant différents acteurs de chaque époque, Josias N'Gahata, chef d'orchestre de profession et chef de cœur au niveau de l'Eglise évangélique du Congo, diplômé en composition musicale a fait un exposé portant sur l'analyse professionnelle musicale de l'œuvre de Tchaïkovski.

souvent accompagné des pianos composée en 1893 (la toute dernière année avant son décès).

Notons que les œuvres de cet artiste font l'objet d'interprétations par des grands musiciens au niveau international, lesquelles œuvres ont d'ailleurs été projetées par vidéo à la fin du colloque.

Bruno Okokana

NÉCROLOGIE



Le président du Club Le Confort, Jean Brice Moukouri, informe les membres, amis et connaissances, le décès inopiné de Simplicie Mpo Moandzibi, dit Simplicie Ndzombo le chevalier bleu, survenu le samedi 4 juillet 2015 au CHU de Brazzaville.

Le programme des obsèques vous sera communiqué ultérieurement. Regrets éternel et sincères condoléances à la famille éprouvée.

SPECTACLE



Djason philosophe the winner, el vencedor, el caliente et l'orchestre Super Nkolo Mboka en concert, tous les dimanches à partir de 15h00 au bar Terrasse du Night club **Five stars**, 120 rue Boundji, Talangai, 2^e sortie Nord en allant vers Petit-chose-ba jardin
entrée: consommation 1500f
Cadeau signé retour sur scène nationale, après les Amériques et l'Europe

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Orange lance son challenge développeurs et l'API SMS en Afrique

Le challenge développeurs, lancé le jeudi 2 juillet dernier, vise à soutenir les startups locales et encourager l'innovation en Afrique et au Moyen-Orient. L'API SMS (Web service SMS) sera présenté au Cameroun, au Congo, en Guinée, au Niger et au Sénégal.

Le challenge Développeurs AMEA Orange 2015, indique-t-on, est ouvert aux start-ups d'Égypte, de Tunisie, de Jordanie, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Mali, du Niger, du Congo, de Guinée Bissau, de Guinée, du Cameroun et du Botswana. Les start-ups françaises ont été invitées cette année à présenter leurs projets, afin d'offrir un regard neuf sur la conception et le développement de nouveaux services destinés aux utilisateurs d'Afrique et du Moyen-Orient. Les candidatures pour le challenge Développeurs AMEA Orange 2015 seront ouvertes du 3 août au 15 septembre 2015. Dix start-ups seront sélectionnées dans chaque pays pour participer au concours qui s'achèvera à la fin du mois d'octobre. Orange mettra à disposition des candidats trois APIs (SMS, USSD et Direct Operator Billing) accessibles depuis une plateforme de test. Chacun des 13 pays participants choisira un projet gagnant et le grand vainqueur recevra en novembre 2015 un prix de dix mille euros.

L'API SMS dans 5 pays africains

Par ailleurs, pour la première fois, les startups du Cameroun, du Congo, de Guinée, du Niger et du Sénégal pourront, accéder et utiliser directement l'API SMS d'Orange via le site Orange Partner dédié aux développeurs. « Le marché du SMS A2P (Application to Person) se développe rapidement dans la région. Les start-ups pourront, via l'API SMS conçue par le Technocentre du Groupe et par les Orange



Marc Rennard, Directeur Exécutif AMEA du groupe Orange

Labs, programmer rapidement de nouveaux services basés sur le SMS et bénéficier de tarifs SMS spécifiques proposés par Orange », note-t-on. Marc Rennard, directeur exécutif AMEA du groupe Orange, a déclaré que plus de 100 millions des clients d'Orange se trouvent en Afrique et au Moyen-Orient où l'usage de l'internet mobile et la pénétration des smartphones sont en plein essor. « La région est prête pour l'innovation et nous voulons participer à ce mouvement d'open innovation qui aura une influence significative et grandissante sur la vie des Africains. Les deux initiatives que nous lançons aujourd'hui ont été imaginées dans le but de stimuler les idées innovantes et de soutenir les talents locaux. Il est primordial de mettre les atouts d'Orange au service des entrepreneurs », a-t-il expliqué.

Patrick Ndongidi

DÉCENTRALISATION

Des obstacles au découpage persistent

La grande inconnue du moment, c'est de savoir si les vingt-six nouvelles provinces en gestation réunissent les conditions administratives, financières et matérielles requises pour fonctionner comme entités territoriales décentralisées.

Après le raté du 30 juin initialement fixé pour consacrer officiellement l'installation de vingt-six nouvelles provinces telle que préconisée par la Constitution, les regards sont à présent tournés vers une nouvelle échéance, soit le 15 août 2015. Plusieurs facteurs incitent cependant à mettre un bémol sur l'enthousiasme manifesté par les férus du découpage immédiat qui, visiblement, semblent faire fi de la réalité du terrain, obnubilés uniquement par l'obsession de changer la configuration du pays. Plusieurs analystes mettent, d'ores et déjà, en garde contre un découpage précipité pouvant contenir des germes de conflictualité difficiles à gérer.

Il est un fait qu'aujourd'hui, la RDC ne réunit pas les moyens financiers requis pour se payer le luxe d'assurer le passage de onze à vingt-six provinces, fait-on observer. Déjà laborieux dans sa mise en œuvre, le découpage requiert d'importants fonds étant entendu que l'État devra, sur base de la nouvelle cartographie, installer 1.041 entités territoriales décentralisées et pourvoir à un minimum de 18.168 postes pour 26 provinces, 20 villes, 97 communes, 161 cités, 476 secteurs et 261 chefferies. À côté de 26 nouveaux gouverneurs et leurs vice-gouverneurs (52 personnes au total), il faudrait ajouter tous les services connexes répondant à leur tutelle administrative, sans oublier les assemblées provinciales et tous les autres services publics censés assurer le fonctionnement efficient d'une entité politico-administrative autonome.

Ce qui, de l'avis de nombreux experts, revient à dire que le découpage est un processus laborieux dont la matérialisation requiert un examen approfondi.

Il est un fait encore que les nouvelles entités en gestation ne réunissent pas les conditions administratives, financières et matérielles requises pour fonctionner comme entités territoriales décentralisées. L'Exécutif national qui peine déjà à rétrocéder la quotité de 40% des recettes dus aux provinces actuelles accumulant des arriérés qui entravent leur développement, n'a décidément pas les moyens de sa politique, surtout dans un contexte électoral caractérisé par un déficit chronique du budget annuel censé être affecté à la Céni. Avec une loi de finances 2015 votée au Parlement sans prendre en compte cette donne, il y a lieu de se demander où les futures assemblées et gouvernements provinciaux dont les charges de fonctionnement sont à multiplier par vingt-six, trouveront les fonds nécessaires pour exister en tant que tels.

Bien plus, la viabilité des nouvelles provinces à ériger pose problème, comme le font remarquer maints observateurs. Tant au Maitombé qu'à la Tshuapa ou encore au Haut-Lomami, Lualaba, Lulua (Pour ne citer que ces quelques cas), les infrastructures d'accueil de nouvelles administrations sont quasi inexistantes. Sans routes, sans industries, sans électricité, sans aéroports, sans rails, sans eau potable, sans hôpitaux de référence, sans universités, sans marchés modernes etc., la viabilité desdites provinces reste donc sujette à caution. Certaines langues prédisent déjà l'échec de ce projet avec tout ce qui s'ensuit comme atterrissements et dont la conséquence fâcheuse serait inéluctablement le glissement du calendrier électoral.

Alain Diasso

SANTÉ

Neuf Jeeps remis au programme national de lutte contre la trypanosomiase

Ce programme vient de bénéficier de neuf Jeeps Toyota Land Cruiser 4*4, don du royaume de Belgique. La remise officielle de ce matériel roulant destiné aux unités mobiles du programme national de lutte contre la trypanosomiase a été faite par le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi qui a remis les clés de ces véhicules au directeur du programme national de lutte contre la trypanosomiase ou la maladie du sommeil.

Ces neuf jeeps vont ainsi aider le programme à renforcer la surveillance de ses activités sur terrain

dans le cadre de la lutte contre la trypanosomiase. Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi a fait savoir que la trypanosomiase est un fléau qui menace le pays. Pendant plus de trente ans, le pays avait maîtrisé cette maladie jusqu'à la décennie 90 mais suite à la rupture de la coopération, il n'y avait plus de financement et, renchérit le ministre de la Santé publique, le pays a connu de flambées épidémiques. Les défis, reconnaît le ministre de la santé publique, sont donc énormes. C'est pourquoi, ajoute-t-il, les véhicules reçus doivent aider les coordinations provinciales dans le travail

de terrain. « Ce ne sont pas des véhicules pour transporter les marchandises ou des gens qui doivent payer. Ces véhicules doivent vous aider à assurer le suivi. Il faut faire plus d'attention sur les équipes mobiles qui luttent sur terrain contre la maladie du sommeil ». La maladie du sommeil, fait-il savoir, est une préoccupation pour le ministère de la santé. « Nous devons être capables de sensibiliser la population pour que nous n'ayons pas de cas de maladie du sommeil parce que nous devons avoir des gens en bonne santé pour atteindre l'émergence du pays ».

Aline Nzuzi

Opération gratuite des bécards de lièvre à la Clinique Ngaliema

L'opération Smile, une organisation internationale spécialisée dans les opérations des fentes palatines ou labiales communément appelées bécards de lièvre mène depuis le vendredi passé une campagne d'opération gratuite des malades atteints par cette malformation congénitale au niveau de la bouche.

Des médecins étrangers auxquels se sont joints des médecins congolais travaillent dans une parfaite harmonie dans le cadre de cette campagne pour remettre le sourire à ces malades. Sur 350 malades enregistrés, 170 vont être gratuitement opérés. Les autres malades

feront l'objet d'une campagne dans les tout prochains mois.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi qui a voulu féliciter cette équipe de volontaires étrangers et encourager les malades, a effectué un déplacement à la clinique Ngaliema où se déroule cette opération. Il a assisté à quelques interventions chirurgicales avant de se rendre au chevet des enfants ayant déjà bénéficié de l'opération et internés dans les salles. « Je suis venu féliciter les équipes pour le travail qu'elles sont en train de faire, ce sont des volontaires qui sont venus de plusieurs pays du monde auxquels se joints les médecins congolais. Félicita-

tion à Smile », déclare le ministre de la Santé publique.

Les parents de ces enfants ont exprimé leur gratitude au ministre de la Santé publique. « Aujourd'hui, mon enfant retrouve le sourire grâce à l'opération Smile. Je n'ai déboursé aucun rond pour que mon enfant soit opéré. Tout s'est bien passé. Une fois de plus, merci », lâche, toute souriante, cette femme assise portant un enfant qui vient d'être opéré. Les malades opérés viennent des provinces de Bandundu, du Kongo central et de la ville de Kinshasa. Cette campagne se clôture le samedi. Elle aura aussi lieu à Lubumbashi.

A.Nz.

CLASSEMENT-FIFA

La RDC recule de quatre pas en juillet

La RDC a perdu quatre cases au classement de la Fédération internationale de football association (Fifa) pour le mois de juillet 2015. La dernière actualisation de ce classement mensuel de l'instance mondiale du sport-roi a été rendue publique le jeudi 9 juillet 2015 à Zurich en Suisse, où se trouve le siège de la Fifa.



Les Léopards de la RDC

La nation des Léopards se retrouve ainsi à la 60e position, et non à la 56e place en juin, encore moins à la 54e loge en mai. Aussi occupe-t-elle la 12e position en Afrique, loin derrière, l'Algérie (19e rang mondial), la Côte d'Ivoire (21e rang mondial) et le Ghana (25e rang mondial). L'on est donc loin de la 46e position des Léopards de la RDC en mars, après qu'elle avait remporté la médaille de bronze à la phase finale de la 20e Coupe d'Afrique des nations en Guinée Equatoriale en février 2015. Depuis, la RDC régresse au classement-Fifa. Et pourtant, les Léopards ont fait match nul d'un but partout avec le Cameroun en juin dernier à Mons en Belgique en amical Fifa, avant de s'imposer, le même mois de juin à Kinshasa, face au Madagascar par deux buts à un, en première journée des éliminatoires de la CAN 2017 prévue au Gabon.

Au niveau mondial, l'Argentine de Lionel Messi a détrôné l'Allemagne, certainement après sa finale perdue aux tirs au but à la Copa America face au Chili. L'Argentine avait déjà été finaliste malheureux de la Coupe du monde en 2014 au Brésil. L'Albiceleste est donc suivie par l'Allemagne, alors que la Belgique d'Ede, Hazard et des belgo-congolais Vincent Kompany, Romelu Lukaku et Christian Benteke se maintiennent à la troisième position comme en juin déjà. Suite à son premier titre de champion d'Amérique du Sud, le Chili d'Alexis Sanchez, d'Edouardo Vargas, Valdivia, etc. fait un bond de huit places pour se retrouver à la 11e place au classement-Fifa, loupant de peu d'intégrer le top 10 mondial. L'on note aussi l'entrée dans le top 10 de la Roumanie qui est à la huitième place, du Pays des Galles à la 10e place, certainement grâce à sa dernière victoire sur la Belgique aux éliminatoires de l'Euro 2016. Le top 10 mondial se compose donc de l'Argentine, l'Allemagne, la Belgique, la Colombie, les Pays-Bas, le Brésil, le Portugal, la Roumanie, l'Angleterre et les Pays de Galles.

Martin Engimo

ADMINISTRATION PUBLIQUE

Soixante lauréats de la première promotion de l'ENA prêts à servir l'Etat

À travers ces jeunes cadres formés, le gouvernement vise à apporter un début de solution au problème récurrent du vieillissement du personnel de l'Etat

Le processus de réforme et de modernisation de l'Administration publique est bel et bien en marche. En témoigne, la mise sur le marché de soixante nouvelles unités issues de l'Ecole nationale d'administration (ENA), baptisée « Promotion Patrice-Emery Lumumba ». Ces lauréats ont été officiellement présentés, le mercredi 7 juillet au Fleuve Congo hôtel, au cours d'une séance académique qui consacre leur intégration dans le corps des administrateurs civils en RDC. L'événement a eu lieu en présence du Premier ministre, Augustin Matata Ponyo et du ministre de la Fonction publique, Jean Claude Kibala. « Vous êtes les représentants de la Renaissance de notre Administration publique », a déclaré le chef de l'exécutif national à l'endroit de cette nouvelle génération appelée à intégrer les services de l'administration publique en vue

de les renforcer en matière de conception, de mise en œuvre et de suivi évaluation des politiques publiques.

Il a exhorté les lauréats à faire preuve de civisme, d'excellence, et de patience dans l'exercice de leur profession tout en les invitant à se comporter autrement. Pour sa part, le ministre Jean Claude Kibala a mis une emphase particulière sur l'apport du gouvernement dans le processus de régénérescence de l'administration publique pour en faire une entité efficace et compétente tournée vers le développement. « À travers ces jeunes cadres, cette volonté de l'Etat vise également à apporter un début de solution au problème récurrent du vieillissement du personnel de l'Etat », a-t-il indiqué.

Pour rappel, l'ENA a été créée le 16 avril 2013 par le décret du Premier ministre et a été inauguré le 28 juin 2014 dans ses propres installations rénovées. Cela, grâce à un financement du gouvernement et un appui attentionné des partenaires techniques et financiers.

Alain Diasso

SANTÉ

Le Gouvernement remet des contraceptifs aux structures sanitaires

Achetés sur fonds propres du Gouvernement dans le cadre du Projet d'équipement des structures sanitaires (PESS), ces contraceptifs vont être distribués aux structures sanitaires du pays. La remise de ces produits a eu lieu au centre d'achat de distribution des médicaments essentiels de Kinshasa dans la commune de Barumbu.

Le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi a remis symboliquement un carton de contraceptifs à la directrice du programme national de la santé de la reproduction qui, à son tour, l'a remis au ministre provincial de la santé qui le remettra enfin à la coordinatrice provinciale à qui il a été demandé de bien gérer ces contraceptifs pour le bénéfice de la population kinoise.

Ces premiers lots de contraceptifs comprennent quatre-vingt-quinze mille quarante cycles de micro gyno, quarante-sept mille cinq cent vingt cycles de mycrolut, trois mille six cents boîtes de comprimés norlovo, cinquante-huit mille Vial de dépôts provera, sept mille pièces de dispositifs intra utérin, trente-trois mille pièces de colliers du cycle et trente-trois mille pièces de condoms féminins. Pour le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, la cérémonie de remise des contraceptifs aux structures sanitaires de Kinshasa est une preuve éloquente que le Gouvernement

est déterminé à appuyer le repositionnement de la planification familiale parce que la planification familiale a toujours été une préoccupation pour le ministère de la Santé publique raison pour laquelle des contraceptifs sont pris en compte dans le cadre du programme d'équipement des structures sanitaires ciblant deux cent zones de santé à ce jour. Cent trente deux hôpitaux généraux de référence et six cent soixante centres de santé ont reçu les contraceptifs.

Pour la directrice du PNSR, la remise des contraceptifs est un événement qui marque l'histoire de la planification familiale en RDC car, c'est pour la première fois que le Gouvernement achète des contraceptifs. Ce qui matérialise son souci d'appuyer les efforts de la planification familiale.

Pour sa part, le secrétaire général de la Fedecam, Jean Claude Deka souligne que cette cérémonie marque la renaissance de la Fedecam et la réhabilitation du système de santé congolais. Toutefois, il a sollicité du Gouvernement son appui pour l'aboutissement des démarches visant la dotation du patrimoine ayant appartenu à l'ancien dépôt central des médicaments.

Quant à la représentante de l'Unfpa, Diene Keita, elle a renouvelé l'engagement de son institution à accompagner la RDC dans l'amélioration de la santé maternelle.

Aline Nzuzi

JUDO

La Fédération de la RDC exclue par la Fédération internationale

La Fédération internationale de judo (FIJ) a, le 25 juin 2015, temporairement exclu la Fédération nationale congolaise de judo (Fenacoju), conformément à l'article 11.1 de ses statuts. C'est la quintessence d'une correspondance du président de cette instance mondiale de cet art martial d'origine japonaise, Marius L. Vizer, adressée au ministre des Sports, Sama Lukonde Kyenge, indique l'Agence congolaise de presse (Acp).

On sait que la Fenacoju vit une crise terrible qui paralyse cette discipline en RDC depuis plusieurs mois. Le bicéphalisme a élu domicile à la famille du judo rd-congolais. D'un côté, c'est le président Francis Bimwala qui continue de diriger une Fédération après le renouvellement de son mandat en décembre 2013 lors d'une assemblée générale élective organisée à Goma au Nord-Kivu, et qui tirait sa légitimité du soutien de la FIJ. L'ad-

ministration des sports avait alors contesté l'organisation de l'assemblée générale élective à Goma. Et le Comité olympique congolais avait pris l'initiative d'organiser une autre assemblée générale à Kinshasa à laquelle n'a pas pris part la frange favorable à Bimwala. Et à l'issue de cette assemblée élective de Kinshasa, Abibo Lomalisa avait été élu président, bénéficiant donc du soutien du ministère des Sports, du Comité olympique, et d'un groupe des sociétaires.

Mais la FIJ maintenait son soutien au comité Bimwala, car l'élection d'Abibo Lomalisa n'était pas conforme aux statuts et règlements de la FIJ. Et le secrétariat général de la FIJ devrait proposer des nouveaux statuts conformes à la réglementation de la FIJ et à la législation de la RDC (Loi sportive), et organiser, avec le soutien de l'Union africaine de judo (UAJ), en correspondance avec le ministère des Sports et le COC, une assemblée générale élective. Entretemps, le judo rd-congolais s'est retrouvé en

plein bicéphalisme.

Face à ce déchirement causant l'inertie du judo en RDC, la FIJ a donc pris l'option de montrer clairement sa position. Sa décision découle donc des difficultés rencontrées et le manque de réactivités de l'ensemble des parties concernées, et aussi pour éviter l'organisation de deux assemblées générales (une pour adopter les nouveaux statuts et l'autre élective).

Selon la correspondance adressée au ministre des Sports, la décision de la FIJ va permettre l'organisation d'une assemblée générale constitutive. L'objectif ici est de créer une nouvelle fédération avec des statuts conformes à la réglementation de la FIJ et à la législation de la RDC. Les dirigeants de cette fédération seront élus par les représentants des clubs de judo. En attendant, la décision de la FIJ prive, jusqu'à nouvel ordre, la Fédération nationale congolaise de judo de toute participation aux activités de l'instance mondiale du judo.

Martin Engimo

FOOTBALL-TRANSFERTS

Mazembe et V.Club renforcent leurs effectifs

Le mercato d'été est actif aussi bien à l'étranger que sur le plan local. Les clubs locaux, particulièrement le TP Mazembe et l'AS V.Club, se sont également mis en mouvement afin d'étoffer leurs effectifs dans la perspective de la prochaine saison sportive.

On apprend que le TP Mazembe vient d'engager deux joueurs, le latéral droit international Issama Mpeko, ancien du Daring Club Motema Pembe (DCMP) et de l'AS V.Club de Kinshasa et qui n'avait plus du temps de jeu à Kabuscorp en Angola où il évoluait depuis deux saisons. Il a paraphé son contrat le samedi 4 juillet pour un montant qui n'a pas été révélé au public. Le même jour, le défenseur central Luyindama Nekadio de Sanga Balende (qui a disputé la Ligue des champions et le barrage de la Coupe de la Confédération avec le club de Mbuji-Mayi), et ancien du DCMP, a lui aussi signé un bail avec les Corbeaux de Lubumbashi.

Naturellement, les deux joueurs ne pourront pas prendre part à la phase des poules de la Ligue des champions avec Mazembe parce que chacun d'eux a figuré dans l'effectif de leurs précédents clubs respectifs qui ont participé cette année à la C1 africaine. Ils devront donc attendre la saison prochaine. On signale aussi le retour de l'attaquant Deo Kanda à Mazembe après une saison passée dans V.Club, lui qui a fait quelques mois auparavant au sein de Raja de Casablanca au Maroc jusqu'à disputer la Coupe du monde des clubs. Un autre ancien des Corbeaux du Katanga s'entraîne depuis quelques mois avec l'effectif dirigé par l'entraîneur français Patrice Carteron à qui on adjoint le technicien serbe Zlatko Krmpotic.

Du côté de V.Club, on parle de plus en plus de l'arrivée imminente dans l'effectif du coach Florent Ibenge du gardien de but Kubidisa de Sanga Balende, et aussi de l'attaquant Tulengi en provenance d'Arc-en-ciel

de Kinshasa, récent champion de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epkin).

On apprend par ailleurs que quelques joueurs étrangers seraient pistés par le club dirigé par le général Gabriel Amisi Kumba dit «Tango Four». Parmi ces étrangers, on évoquerait l'un des attaquants de la formation de Royal Leopards, club de Swaziland que V.Club a affronté lors de sa campagne en Ligue des champions. Le club se renforce après le départ de l'attaquant international et meilleur joueur africain évoluant sur le continent Firmin Mubele Ndombe à Al Ahli Doha au Qatar, et aussi le probable départ du milieu excentré Héritier Luvumbu Nzinga qui a fait test à La Gantoise en Belgique. La formation d'Arc-en-ciel a laissé filer son attaquant Vinny Bongonga, meilleur buteur de la saison 2014-2015 de l'Epkin. Il s'est engagé avec l'AC Léopards de Dolisie au Congo Brazzaville.

M.E.

LIGUE DES CHAMPIONS-PHASE DES POULES

Mazembe défie Moghreb Tétouan en deuxième journée

Après le résultat d'égalité de zéro but partout contre Al Hilal du Soudan, Mazembe se rend à Tétouan au Maroc, en quête des trois points de la victoire, avant de prendre la direction d'Alexandrie en Egypte, pour affronter Smouha SC.



Le TP Mazembe de Lubumbashi

Le Tout Puissant Mazembe sera reçu, le dimanche 12 juillet 2015 à partir de

22 h temps universel au stade Sanjar R'Mel de Tétouan au Maroc, par la formation de Moghreb Athletic Tétouan, en deuxième journée du groupe A de la phase des poules de la Ligue des champions d'Afrique. Partie de Lubumbashi, la délégation des Corbeaux du Katanga, avec vingt-neuf joueurs, a joint Tanger au Maroc le lundi 6

juillet, en passant par Kinshasa. C'est à Tanger que Mazembe a choisi d'installer son quartier général avant le match. Après l'opposition contre Moghreb Tétouan, la délégation des Corbeaux mettra le cap directement sur l'Egypte. Tenu en échec par Al Hilal du Soudan au stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi en première journée, l'équipe

conduite par l'entraîneur français Patrice Carteron aura fort à faire face Moghreb Tétouan qui est obligé d'engranger les trois points de la victoire après la défaite in extremis de la première journée à Alexandrie contre Smouha SC d'Egypte. Et pour étoffer le staff technique des Corbeaux du Katanga, la direction du club de Lubumbashi vient d'engager le technicien serbe Zlatko Krmpotic comme entraîneur adjoint. Il s'agit d'accroître les chances de Mazembe dans cette compétition africaine interclubs très relevée. Notons-le, la rencontre du 12 juillet à Tétouan sera officieusement par un quatuor arbitral ghanéen composé de l'arbitre central Joseph Odartei Lamptey, de ses deux arbitres assistants Malik Alidu Salifu et David Laryea et Hamidu Seidu Bomison dans le rôle de l'arbitre protocolaire. Le Mauritanien Mohamed Abdatt Bilal fera office de commissaire au match.

M.E.

DETTE PUBLIQUE

Les ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées menacent

Le jeudi 09 juillet, les ex-travailleurs des sociétés liquidées ont publié une déclaration dans laquelle ils exigent que la directive du chef de l'État sur le paiement de leurs dus soit sans recours pour le ministère des Finances et exécutoire dans un délai court. Ils se sont réunis en assemblée générale à la Bourse du travail.

Le conseil des ministres du 29 juillet 2011 avait jugé impérieux de régler définitivement la question relative au paiement des droits des travailleurs des entreprises d'État liquidées. Et en tenant compte des conclusions auxquelles est parvenu la commission mixte

(gouvernement /partenaires sociaux) pré-

présidée par le ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la Justice, le président de la République avait demandé que toutes les dispositions utiles soient prises aux fins d'exécuter les termes du protocole d'accord y relatif.

Malheureusement, pour ces ex-travailleurs présents dans les départements de Pointe-Noire, du Kouilou et du Niari, cette recommandation tarde à être exécutée. En fait, près de deux mille ex-travailleurs issus des trente-huit entreprises liquidées sont concernés par cette situation. Parmi ces sociétés figurent : CTRAB, Chacona, Cometrab, les fermes d'État de Kombé, de Makoua,

de Mbé, la ferme d'Owando, la ferme porcine de Dolisie, IAD, Lapco, OCC, OCB, OCV, OCT, Ofinacom, OGB, Onaci, ONAPEC, ONLP, RNPC, RNTP, Saipem, CIBOM, Sidedra, Socavilou, Socophar, Socorem, Socorib, Sotexco-Uts, Soverco, Station fruitière de Loudima, STPN, Suco, Sonavi, la ferme de Pk 45.

Rappelons que cette assemblée générale a été présidée par Albert Moussounda,



Albert Moussounda, dirigeant les travaux credit photo ADIAC

représentant la coordination des ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées dans le département de Pointe-Noire. Il a présenté la situation actuelle de ces chefs de familles dont nombreux, dit-il, sont déjà décédés. « Nous ne demandons que notre argent, si la situation n'est pas réglée dans un délai court, nous allons organiser un concert de casseroles à la préfecture de Pointe-Noire pour faire entendre nos voix », telle est la menace brandie par la coordination des ex-travailleurs des entreprises d'État liquidées.

Hugues Prosper Mabonzo

MARCHÉS PUBLICS

La Lékoumou mauvais, élève en matière de procédures

C'est ce qu'ont révélé les inspections réalisées dans le cadre du suivi des modalités d'exécution des marchés publics par la Direction générale du contrôle des marchés publics (DGCMP) qui a effectué des descentes dans ce département ainsi que ceux du Niari et de la Bouenza.

C'est pour la première fois que la délégation de la DGCMP a été reçue dans le département de la Lékoumou. Les portes qui leur avaient toujours été fermées par l'ancien conseil départemental leur ont été enfin ouvertes par le nouveau. Le contrôle qui a concerné les années d'exercices 2012 et 2013 ont permis de constater d'énormes manquements en matière de procédures.

Selon Jean Didier Elongo, directeur général du contrôle des marchés publics, le département de la Lékoumou détient actuellement la palme d'or de non respect des procédures de passation des marchés publics et du plus grand nombre d'opérateurs véreux qui, ayant perçu des fonds de l'État, n'ont pas exécuté les marchés. Il a été constaté une généralisation de gré à gré ainsi que le copinage dans l'attribution desdits marchés.

12 opérateurs véreux ont été identifiés puis interpellés à Sibiti

Trois d'entre eux, ont déjà été mis aux arrêts. Il s'agit de l'entreprise Mikolo qui a été arrêtée dans cette même ville et des sociétés Mapila et Chokoko qui ont été rattrapés à Pointe-Noire où ils se sont réfugiés. Ceux-ci ont été mis à la disposition de la gendarmerie où ils devront prendre l'engagement soit de rembourser les fonds de l'État soit d'exécuter les marchés comme le stipule la loi 31-2012 du 11 octobre 2012 déterminant les infractions et les peines applicables en matière de passation et d'exécution des marchés publics. « C'est en vertu de cette loi que la DGCMP se permet de mettre à la disposition de la force publique ces opérateurs véreux », a précisé Jean Didier Elongo. La délégation de la DGCMP a visité trois villas devant servir de logements pour les membres du bureau du conseil départemental ainsi que la médiathèque, deux projets dont les travaux ont été exécutés à moitié.



Jean Didier Elongo

Dans le département du Niari, les inspections ont concerné le conseil départemental, la mairie et l'hôpital général de Dolisie qui ont reçu des félicitations pour le travail réalisé. Cette structure sanitaire a pu acquérir un microscope avec caméra incorporée avec des fonds propres. Des urgences ont été exprimées notamment l'installation de la climatisation centrale, un projet non exécuté jusqu'alors. S'ajoute le manque de ressources humaines. La délégation de la DGCMP a aussi visité le CSI du village de Mboukoulou réhabilité.

La Bouenza a été vivement félicité aussi. Ici, le Conseil départemental s'est distingué en matière de respect des procédures. Cependant, il a été déploré l'incivisme des populations des villages de Kimounda et Moutété. On leur reproche d'avoir chassé l'opérateur chargé de la construction d'un CSI et d'une école primaire. En outre, l'opérateur Afrique développement, qui a déjà perçu une partie des fonds de l'État pour la livraison d'une niveleuse, n'a jamais exécuté le marché. Ce qui lui a aussi valu une interpellation.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT

SOCIÉTÉ
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



MOTS FLÉCHÉS N°042

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

ASSIGNÉS COLLER SUR UN MUR	ADDITIONNÉS D'ALCOOL	TOMBER DE HAUT HOMME DE PROJET	EXASPÉRÉE L'ERBIUM DU CHIMISTE	À L'OPPOSÉ DE BÊTA FILLE D'ESPAGNE	RENDRE MÂLE DICTATURE	SORTE DE MAGICIENNE
DE FRAÎCHE DATE	ALIMENTATION FORMATION OSSEUSE		COMME CELUI QUI EST DANS LE SECRET		ONZE À LYON CELUI QUI SUIT L'EMBOÎTE	MÈRE À CAL-CUTTA
BANDE VIDÉO RADIO DU LUXEMBOURG	PETIT PROFESSEUR VENTILAIS		ÂME TRAVAIL TOUT EN FINESSE			
ATTENDIS	ANIMAL LENT GORET	COMITÉ D'ENTREPRISE ALLURE		À L'ABRI DU BESOIN PILIER DE COIN		
			BELLE PLANTE			
MAUVAISE MÈRE	DISCOURS FUNÈBRE CÉLESTE			CARRÉ DE TERRE		
			INSTRUMENT IRANIEN CONJONCTION		RÉACTION D'UNE BALLE AU SOL	
COUPE LE BOIS SYMBOLE DE L'ASTATE		CHEF SUDISTE BIEN ÉLIMÉE		SE RENDRA PRÉCISION POUR UNE ENTREPRISE		
	ACIDULÉ A DONC VOULU			ENTRE LE SUD ET L'EST DEVANT FRANCISCO		BEAUX PARLEURS
LETTRES DEVANT UN PRÊTRE SAINT DU 94	MÉMOIRE VIVE ANIMAL DES ÉGOUTS		DANSE BRÉSILIENNE CHAMBRE À PART			
		ESTIMA LE POIDS		FUTUR GRADÉ MESURE ANGULAIRE		
PAS RAPIDE	APPORTANT				FIN DE PHRASE PUÉRILE	
		ÉTABLISSEMENTS		MESURES RADIOACTIVES		

SUDOKU N°042

>FACILE

		3		1	9		7	5
			3			4		
4	5	6		7			9	3
3	1						2	8
	7					5		
9	6					7		4
5	3		9	2	1			7
		6			5			
1	2		8	7		9		

>MOYEN

8								
	2	3	6	9		7		
	9		8	5	2		6	
		2				8		4
9			7		5			2
6	8					3		
	8		9	4	7		2	
		9		1	3	4	8	
								1

>DIFFICILE

		1						3
	8	2			1	9		7
5		7	3				6	8
			8		3		9	
				6				
	7		9		5			
8	2				4	6		9
9		3	2			4	7	
7						3		

MOTS CROISÉS N°042

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Transporter avant soins. - 2. Petit rusé. - 3. Victime du fisc. - 4. Faire entendre un son grinçant. Marque de familiarité. - 5. Ancienne mesure de drap. Personnage de la mythologie grecque. - 6. Ville de la Somme. Déplacé pour des raisons de service. - 7. C'est la règle. Une veste souvent portée par les Bretons. - 8. Peuple vivant en Birmanie et Thaïlande. Élu en petit. - 9. Canton suisse. Compagne de Monsieur. - 10. Délicat. Préposition.

>VERTICALEMENT A. Pékin de chine... - B. Deuxième note. Donne l'occasion de courir. Dieu solaire. - C. Comme des pays sud-américains. Drogue en poudre. - D. Mot capricieux. Prépara une place assise... - E. Ils font un tollé. Le minimum pour vivre. - F. Convient. Acteur britannique aux grands rôles tragiques. - G. Passe un bon savon. - H. Principe religieux. Large cuvette pour le bain. - I. Un mouvement bien connu des océanographes. - J. Gros reptiles.

MOTS À MOTS N°042

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots proposés, composez un troisième mot de sept lettres.

- ① TELE + NEM = E _ _ _ _ _
- ② PORC + PIE = _ _ _ P _ _
- ③ CURE + ARA = _ _ _ _ _ U

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°041

E	S	F	L	S	N						
S	T	R	I	E	E	A	N	I	M	E	E
A	U	G	M	E	N	T	A	T	I	O	N
U	T	I	L	I	S	A	T	I	O	N	F
I	N	E	S	B	E	S	T	I	A	L	
U	S	E	S	B	O	S	S	O	R	E	
E	U	A	R	T	A	R	N	O			
E	S	S	A	Y	A	M	I	A	S	M	E
E	A	I	D	A	N	T	A	N			
P	I	S	A	N	S	L	T	E	T	A	
N	U	T	E	R	I	N	E	E	M		
T	A	C	T	S	A	G	A	S	S	O	
N	O	C	S	N	O	B	E	U			
R	I	S	S	O	L	E	E	A	M	E	R
T	U	C	E	E	A	L	I	T	E		
R	E	S	S	A	S	S	A	S	A	R	

MOTS CROISÉS N°041

T	O	R	T	I	L	L	A	R	D
R	I	E	U	S	E	Q	U	I	
A	S	T	I	V	O	U	E	R	
N	E	S	L	E	B	I	S	E	
S	A	E	M	A	I	L	C		
F	U	T	P	I	O	S	T		
E	P	R	O	M	E	N	E	R	
R	A	E	T	A	T	V	I		
E	L	E	V	E	A	P	I	C	
R	E	S	E	R	V	I	S	T	E

SUDOKU N°041

4	1	3	5	8	9	2	6	7
6	8	9	3	7	2	5	4	1
7	2	5	4	1	6	3	8	9
3	9	8	2	6	7	1	5	4
1	7	6	9	4	5	8	2	3
5	4	2	8	3	1	7	9	6
2	3	1	6	9	8	4	7	5
9	5	4	7	2	3	6	1	8
8	6	7	1	5	4	9	3	2
7	6	3	2	1	4	5	9	8
9	4	1	7	5	8	2	6	3
2	8	5	3	9	6	4	1	7
8	7	4	1	2	9	3	5	6
3	9	2	5	6	7	8	4	1
1	5	6	8	4	3	9	7	2
5	1	9	6	3	2	7	8	4
4	2	8	9	7	1	6	3	5
6	3	7	4	8	5	1	2	9
6	8	1	3	4	9	2	5	7
2	4	5	7	1	8	9	6	3
7	3	9	5	6	2	4	8	1
8	1	4	9	7	5	6	3	2
5	2	3	1	8	6	7	9	4
9	7	6	4	2	3	5	1	8
1	5	2	6	3	4	8	7	9
4	6	7	8	9	1	3	2	5
3	9	8	2	5	7	1	4	6

MOTS À MOTS N°041

1/ DÉSERT - 2/ TICKET - 3/ LYCÉEN.

CHAMPIONNAT NATIONAL DE FOOTBALL

À quand la reprise ?

Les clubs avaient conditionné le démarrage de la phase retour au paiement des dettes de la subvention que l'Etat leur avait accordée. Maintenant qu'ils ont obtenu gain de cause, ils sont obligés à vite rechausser leurs crampons.

Cette saison, la Fédération congolaise de football ne se contentera plus du classement de la phase aller pour déterminer les représentants congolais à la prochaine Ligue africaine des champions. Le championnat va vite retrouver ses droits dans sa phase décisive si l'on s'en tient à la promesse faite par les dirigeants des clubs. « Nous, équipes de football présentons à la Fédération congolaise de football (Fécofoot) une pétition relative au paiement de notre dû avant la reprise du championnat national, phase retour. Le non-paiement de la subvention (...) évaluée à 30 millions pour l'année 2014 et 50 millions pour 2015. Ce qui, au total, fait 80 millions », soulignaient les équipes dans une pétition pour faire valoir leur droit.

D'après nos sources, les clubs après leur revendication ont été satisfaits. Et ils n'ont aucune autre raison pour boycotter la compétition. Ils n'ont pas utilisé les mêmes méthodes pour louer les efforts fournis dans le déblocage des fonds comme pour ainsi dire l'argent n'aime

pas le bruit. La bonne nouvelle serait que le ballon roule à nou-

championnat pour mieux fourbir ses armes en coupe africaine



Un match du championnat national (Photo Adiac)

veau et très vite dans les différents stades d'autant plus que le football congolais est engagé dans plusieurs tableaux. Les équipes nationales disputent les éliminatoires de la CAN 2017 et CAN U-23 sans oublier les Jeux africains. LAC Léopards lui aussi profiterait des matches du

de la confédération dont il reste le seul représentant de l'Afrique centrale et du Congo.

Selon les sources sûres, la commission d'organisation des compétitions s'active à republier le calendrier de cette manche décisive à la fois pour les équipes occupant le haut du tableau

et celles placées au bas de l'échelle. Face à cette évidence se poserait un réel problème des délais pour se conformer aux calendriers de la fédération internationale. La Fécofoot

pour des prochaines batailles. Si la Fécofoot tient à sa compétition, elle doit aussi clarifier l'opinion sur la procédure de la désignation de ses représentants en compétitions africaines. Les deux représentants de la Coupe de la Confédération sortiront bien sûr de la coupe du Congo qui se poursuit normalement selon la promesse tenue par les dirigeants des clubs. Mais qu'advient-il si les deux premiers du championnat, qualifiés d'office à la Ligue des champions se retrouvaient également en finale de la coupe du Congo. Il est certain que le troisième du championnat national sera d'office qualifié pour la Coupe d'Afrique. La coupe du Congo n'ayant pas un match de classement, est-ce qu'il existe une disposition pour déterminer un meilleur troisième ? La Fécofoot souhaiterait, par ailleurs, s'engager dans la logique d'imposer un cahier de charge aux équipes en vue de limiter le nombre des clubs devant participer au championnat national 2015-2016. La décision pourrait être prise lors de l'assemblée générale ordinaire de la Fécofoot prévue le 23 septembre prochain en raison des 11^e Jeux africains.

James Golden Eloué

BRIN D'HISTOIRE

La démission de Jacques Opangault

L'action gouvernementale du président n'a pas été un long fleuve tranquille. Elle a parfois heurté des écueils, comme la démission de Jacques Opangault en 1962. Je l'ai dit dans un récent Brin d'Histoire, Opangault et Youlou avaient de profondes divergences. Mais, en véritables hommes d'État, ils étaient soucieux de l'intérêt supérieur du pays et de la paix nationale. À cet égard, Denis Sassou Nguesso apparaît comme leur digne successeur. Face à la raison d'État, il sait faire preuve d'humilité, même à son corps défendant. L'écho de son historique « J'assume » résonne encore dans la tête des conférenciers de 1992 et du public. Après cette sortie aussi spectaculaire qu'inattendue, Jacques Opangault, en toute humilité, retrouva sa place dans le gouvernement du président Fulbert Youlou.

Je l'ai souvent répété, à bien y réfléchir, aucune contradiction de fond n'oppose nos acteurs politiques. Leurs différences d'approche, nourries par des égos surdimensionnés, sont à l'origine de l'atmosphère politique délétère depuis la Révolution des 13, 14 et 15 août 1963. Faut-il le rappeler, avant et au lendemain de l'indépendance, en plus

des deux grandes figures politiques, citées plus haut, le Congo, notre pays, regorgeait d'hommes d'État, à l'instar de Germain Bicoumat, Massamba-Débat, Apollinaire Bazinga et Faustin Okomba. Les deux derniers, membres éminents du Msa (Mouvement socialiste africain), n'hésitèrent pas à critiquer leur « patron », Jacques Opangault, après sa démission du gouvernement. Cette attitude contraste avec les rapports obséquieux actuels en politique au Congo, aussi bien dans les rangs du pouvoir que de l'opposition. Le chef a toujours raison. Ce qui, à l'évidence, n'est pas vrai. Tout homme se trompe ; or le chef est un homme ; donc il se trompe. Dans notre pays, tous ceux qui ont une once de pouvoir politique, financier et autres sont ombrageux. Ils n'acceptent pas la critique, mais paradoxalement, ils ont une irrésistible propension à tout passer à la moulinette de leurs critiques. Il faut sortir de ce cercle vicieux et entrer dans le cercle vertueux de la critique et de l'autocritique. Le développement personnel est à ce prix. La critique juste et fondée rend meilleur le critiqué.

Ceci dit, la fin de la semaine dernière a été marquée par les remous provo-

qués par la publication de la liste des membres de la Commission préparatoire du dialogue national. Sa composition, exclusive, de l'avis d'une grande partie de la classe politique et de la société civile. Elle a provoqué un raidissement, parfois inattendu, de nombre d'acteurs de la vie politique nationale et une levée de boucliers.

Lundi dernier, la rencontre, entre le ministre Mboulou, les partis politiques et la société civile, a levé l'hypothèque qui pesait sur la tenue du dialogue national, aux dates annoncées par le chef de l'État dans son adresse à la Nation, Denis Sassou N'Guesso. Cette rencontre est l'expression de la volonté manifeste de créer les conditions de la relation symétrique, revendiquées ici et là, conditions que tout locuteur compétent est obligé, à partir de là, de présupposer, a priori, comme tendanciellement remplies.

Par ce fait, il faut espérer que cette nouvelle fenêtre d'opportunité permettra une large participation de toute la classe politique. En effet, le raidissement superfétatoire des positions de certains leaders, après cette ouverture,

qui se comportent de manière idiosyncratique, s'appliquant à eux-mêmes les critères d'évaluation d'une manière si personnelle, vaut auto-exclusion du processus en cours.

Le Congo et son peuple sont marqués au fer rouge par les événements post-conférence (guerres à répétitions, instabilité politique endémique). Toute tentative délibérée de nous y reconduire, d'où qu'elle émane, doit être fermement contrariée afin de favoriser le dénouement apaisé et pacifique de nos petites contrariétés et de nos sautes d'humeur.

Désormais, le dialogue, comme le dit Habermas, « remplit les conditions nécessaires pour atteindre l'objectif illocutoire consistant à s'entendre sur quelque chose », dans une situation d'échange afin de réaliser l'entente et de susciter le consensus rationnellement fondé.

Quand on n'a pas compris ça, on n'a rien compris. C'est une façon de substituer « au destin l'aveuglement ».

MFUMU